



IMAGER



ÉQUIPER



CONNECTER

## Actualisation du Document de référence 2004



La présente actualisation a été déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 17 février 2006, conformément aux dispositions de l'article 212-13-4 du règlement général de l'AMF. Elle complète le Document de référence déposé le 29 juillet 2005 sous le numéro D.05-1044. Ce document pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération visée par l'Autorité des Marchés Financiers.

Des exemplaires du présent document de référence sont disponibles sans frais auprès de IEC Professionnel Média ,  
13/15 rue Louis Kérautret Botmel , CS.76709 .- 35067 Rennes, ainsi que sur le site Internet de l'Autorité des  
Marchés Financiers ([www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)).

# Table des matières

## I/ RESPONSABLE DU DOCUMENT DE REFERENCE ET DE SA MISE A JOUR, ET DU CONTROLE DES COMPTES

1.1	RESPONSABLE DU DOCUMENT DE REFERENCE ET DE SA MISE A JOUR	3
1.2	ATTESTATION DU RESPONSABLE	3
1.3	RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES	4

## II/ COMPLEMENTS AU DOCUMENT DE REFERENCE

2.1	COMPLEMENTS D'INFORMATION REpondant AUX EXIGENCES DU REGLEMENT EUROPEEN N° 809/2004 PRIS EN APPLUCATION DE LA DIRECTRIVE 2003/71/CE	5
3	Informations financières sélectionnées	5
4	Facteurs de risque	5
7	Organigramme	6
14.2	Conflits d'intérêt	6
18	Principaux actionnaires	7
19	Opérations avec les apparentés	7
21.1	Capital social	8
24	Documents accessibles au public	10
2.2	COMPTES CONSOLIDES AU 30 JUIN 2005	11
2.2.1	Comptes consolidés du Groupe IEC au 30 juin 2005	11
2.2.2	Rapport d'activité	44
2.2.3	Rapport des commissaires aux comptes sur l'information semestrielle 2005	44
2.3	COMMUNIQUEES DE PRESSE	46
2.3.1	Communiqué de presse publié dans La Tribune le 28 octobre 2005	46
2.3.2	Communiqué de presse publié dans La Tribune le 19 décembre 2005	47
2.3.3	Communiqué de presse publié dans La Tribune le 29 décembre 2005	48
2.3.4	Communiqué de presse publié dans La Tribune le 26 janvier 2006	50
<u>III/</u>	<u>TABLE DE CONCORDANCE</u>	<u>51</u>

## I/ Responsable du document de référence et de sa mise à jour, et du contrôle des comptes

### 1.1. Responsable du document de référence

Alain COTTE  
Président Directeur Général

### 1.2. Attestation du responsable

« A ma connaissance et après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, les données de la présente actualisation du document de référence sont conformes à la réalité ; elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leur jugement sur le patrimoine l'activité, la situation financière, les résultats et perspectives de l'émetteur ; elles ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Nous avons obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans le présent document ainsi qu'à la lecture d'ensemble de ce document.

Les informations financières historiques figurant dans le présent document ou incorporées par référence dans le présent document, à savoir (i) les comptes consolidés au 30 juin 2005, (ii) les comptes sociaux et comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2004, (iii) les comptes sociaux et comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2003 et (iv) les comptes sociaux et comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2002 ont fait l'objet de rapports des contrôleurs légaux, figurant respectivement page 44-45 de l'actualisation du document de référence relatif à l'exercice 2004, pages 44-45 et 68-69 du document de référence relatif à l'exercice 2004, pages 47-48 et 69-70 du document de référence relatif à l'exercice 2003 et pages 28 et 42 du document de référence relatif à l'exercice 2002.

Le rapport des commissaires aux comptes sur l'information semestrielle 2005 comporte l'observation suivante :

« Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note introductive de la partie II de l'annexe :

- qui expose les options retenues pour la présentation des comptes semestriels consolidés, qui, tout en restant conformes aux règles de présentation et d'information définies dans la recommandation du CNC 99-R-01 et le Règlement général de l'AMF, n'incluent pas toutes les informations de l'annexe exigées par le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ;
- qui décrit les raisons pour lesquelles l'information comparative qui sera présentée dans les comptes consolidés au 31 décembre 2005 et dans les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2006 pourrait être différente des comptes joints au présent rapport. »

Le rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2003 comporte l'observation suivante :

« Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus (certification sans réserve), nous attirons votre attention sur le paragraphe 6 de la note 1 de l'annexe qui expose que la poursuite nécessaire du redéploiement du groupe IEC engagé en 2003 se traduira par des besoins de financement à court terme qui ne pourront être satisfaits que par une augmentation de capital.»

Le rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2003 comporte l'observation suivante :

« Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus (certification sans réserve), nous attirons votre attention sur le paragraphe 5 des faits caractéristiques de l'exercice, présenté en annexe, qui expose que la poursuite nécessaire du redéploiement du groupe IEC engagé en 2003 se traduira par des besoins de financement à court terme qui ne pourront être satisfaits que par une augmentation de capital.»

Le rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2002 comporte l'observation suivante :

« Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus (certification sans réserve), nous attirons votre attention sur le paragraphe 1.6. de l'annexe qui expose que la poursuite de la réorganisation en 2003 et la nécessité de retrouver un niveau normal d'investissement entraîneront des besoins financiers à court terme qui ne pourront être couverts que par une augmentation de capital. »

Le rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2002 comporte l'observation suivante :

« Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus (certification sans réserve), nous attirons votre attention sur le paragraphe 1.5. de l'annexe qui expose que la poursuite de la réorganisation en 2003 et la nécessité de retrouver un niveau normal d'investissement entraîneront des besoins financiers à court terme qui ne pourront être couverts que par une augmentation de capital. »

Fait à Paris le 16 février 2006  
Alain COTTE  
Président Directeur Général

### 1.3. Responsables du contrôle des comptes

#### 1.3.1. Commissaires aux comptes titulaires

- Audit Consultants, Zone Atalante, Champeaux, 7 route de Vezin, CS 24325, 35043 RENNES CEDEX, représentée par Michel HARDY, renouvelée le 22 juin 2005 en qualité de co-commissaire au comptes titulaire, pour un mandat expirant au moment de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31.12.2009.
- PricewaterhouseCoopers Audit S.A, 63, rue de Villiers, 92200 NEUILLY SUR SEINE, représentée par Yves Pelle, nommée le 31 juillet 2003 en qualité de co-commissaire au comptes titulaire, pour un mandat expirant au moment de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31.12.2007.

#### 1.3.2. Commissaires aux comptes suppléants

- Gérard SOUET, Zone Atalante, Champeaux, 7 route de Vezin, CS 24325, 35043 RENNES CEDEX, renouvelé le 22 juin 2005 pour un mandat expirant au moment de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31.12.2009. Monsieur SOUET est associé au sein du cabinet Audit Consultants.
- Yves NICOLAS, 63, rue de Villiers, 92200 NEUILLY SUR SEINE, nommé le 31 juillet 2003 pour un mandat expirant au moment de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31.12.2007. Yves NICOLAS est associé au sein du cabinet PricewaterhouseCoopers Audit.

## II/ COMPLEMENTS AU DOCUMENT DE REFERENCE

### 2.1 COMPLEMENTS D'INFORMATION REpondant AUX EXIGENCES DU REGLEMENT EUROPEEN N° 809/2004 PRIS EN APPLUCATION DE LA DIRECTRIVE 2003/71/CE

#### 3. Informations financières sélectionnées

Précision concernant la variation du périmètre de consolidation (Cap Ciné) figurant au paragraphe 2.2.1.1 du document de référence, page 53.

La somme de 2.955 K€ d' « autres dettes » correspond à la totalité des « dettes » de Cap Ciné.

Cette somme de 2.955 K€ inclut 129 K€ d' « autres dettes » qui, ajoutés aux 409 K€ d'autres dettes de Auvi One (paragraphe 2.2.1.2 du document de référence page 54), correspondent au 518 K€ d'autres dettes visées à la note 10 de l'annexe figurant page 61 du document de référence.

#### 4. Facteurs de risque

Le tableau sur les risques de taux figurant au paragraphe 4.7.1.2. du document de référence (page 30) comportait des erreurs de transcription. L'ensemble du paragraphe 4.7.1.2. corrigé figure ci-dessous :

##### 4.7.1.2. Risques de taux

Caractéristiques des emprunts et dettes financières contractées	Taux fixes ou taux variables	Montant global des lignes	Echéances	Existence ou non de couverture
Crédits moyen terme	Taux fixes	543	2005-2007	Non
Crédits moyen terme	Taux variables	1 254	2005-2007	Non
Emprunts et dettes financières divers	Taux fixes	31	2005	Non
Emprunts et dettes financières divers	Taux variables	770	2005	Non
Emprunts en crédit bail	Taux fixes	184	2005-2007	Non
Emprunts en crédit bail	Taux variables	1 476	2005-2007	Non
Concours bancaires courants	Taux variables	1 454	2005-2007	Non
Total emprunts et dette financières		5 712		
Avances factor	Taux variables	7 305	2005	Non

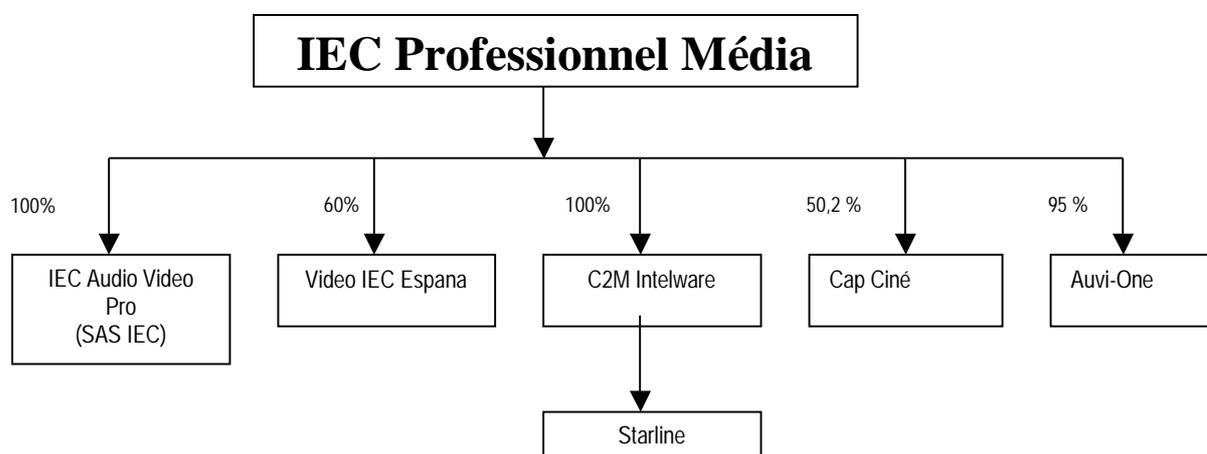
Echéancier des actifs et dettes financières	Total	-1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Passifs financiers	26 058	20 442	5 616	
Actifs financiers	20 158	20 158		
Position nette avant gestion	- 5 900	- 284	- 5 616	
Hors bilan	0			
Position nette après gestion	- 5 900	- 284	- 5 616	

Les disponibilités représentent un encours de 4 646 K€, l'endettement à taux variables (y compris l'encours de financement du factor) 13 017 K€. L'essentiel du risque d'une augmentation du coût de l'endettement ne porte que sur la fraction à taux variable de l'endettement brut non compensée par les disponibilités, soit 7 613 K€. Une variation d'un point des taux d'intérêts entraînerait une charge complémentaire annuelle de 76 K€ en base annuelle, soit 13,2 % des charges financières de l'exercice.

Il n'existe pas de clause de remboursement anticipé dans les contrats des emprunts inclus dans le tableau ci-dessus.

Le contrat d'affacturage prévoit que le factor acquiert sans recours les créances qui sont éligibles. La société IEC Professionnel Média n'a donc pas de passif financier, ni d'engagement envers le factor. Le dépôt de garantie a vocation à prémunir le factor contre les risques de contestation des factures par les clients (mais pas contre le risque de crédit), les règlements directs, et contre une éventuelle cession de créances inéligibles.

## 7. Organigramme



Le 15 avril 2005, la société IEC Professionnel Média a augmenté sa participation dans la société Auvi-One de 40% à 95 %. L'augmentation de la participation de la société IEC Professionnel Média dans la société Auvi-One résulte d'une augmentation de capital de cette société, qui faisait suite à une réduction de capital, et pour laquelle IEC Professionnel Média a souscrit pour environ 200 K€.

### 14.2 Conflits d'intérêt

Les prestations d'Alain Cotte en tant que Président – Directeur Général de IEC Professionnel Média sont rémunérées au titre d'un contrat de prestations conclu entre le GIE IEC Management et une société du groupe Qualis, actionnaire de IEC Professionnel Média (cf. 18 ci-dessous). Le montant des honoraires hors taxes facturés en 2004 s'est élevé à 300 K€.

## 18. Principaux actionnaires

A la suite de plusieurs franchissements de seuil et de l'augmentation de capital en numéraire réputée réalisée le 27 décembre 2005 (cf. section 21.1 ci-dessous), la répartition du capital et des droits de vote est la suivante depuis le 23 janvier 2006 (date à laquelle le Conseil d'administration a constaté la répartition des souscriptions à titre réductible) :

Actionnaires	Nombre d'actions	% du capital	Droits de vote	% des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital	Droits de vote	% des droits de vote
	23.01.2006	23.01.2006	23.01.2006	23.01.2006	22.06.2005	22.06.2005	22.06.2005	22.06.2005
Qual Tech	1 398 867	10,02 %	2 176 506	10,58 %	1 251 640	9,74 %	2 029 279	14,73 %
Sochrastem SA	542 891	3,89 %	692 891	3,37 %	500 000	3,89 %	650 000	4,72 %
Fin Cap	8 221 665	58,91 %	12 627 293	61,41 %	7 105 013	55,27 %	7 105 013	51,59 %
T. Delcourt	640 784	4,59 %	1 281 568	6,23 %	640 784	4,99 %	640 784	4,65 %
C. Humann	640 784	4,59 %	1 281 568	6,23 %	640 784	4,99 %	640 784	4,65 %
Gonset Holding SA	230 000	1,65 %	230 000	1,12 %	230 000	1,79 %	230 000	1,67 %
Ouest Croissance Public (1)	13 349	0,10 %	13 349	0,06 %	6 663	0,05 %	6 663	0,05 %
Autocontrôle	2 259 263	16,19 %	2 259 348	10,99 %	2 470 930	19,22 %	2 471 015	17,94 %
	8 412	0,06 %	0	0,00 %	8 412	0,06 %	0	0,00%
<b>Total</b>	<b>13 956 015</b>	<b>100,00 %</b>	<b>20 562 523</b>	<b>100,00 %</b>	<b>12 854 226</b>	<b>100,00%</b>	<b>13 773 538</b>	<b>100,00%</b>

(1) Financière de l'Echiquier a déclaré avoir franchi le seuil de 5%.

MM. Charles Humann et Thierry Delcourt ont déclaré avoir franchi à la hausse le 16 septembre 2005 le seuil de 5% des droits de vote de la société (Décision n°205C1594 et n° 205C 1595 de l'AMF du 26 septembre 2005).

M. Stéphane André a déclaré le transfert à la société Sochrastem SA des actions détenues par la société Sopherm, dans le cadre d'une opération de classement au sein du groupe familial de M. Stéphane André. En conséquence, la société Sopherm a franchi en baisse les seuils des 2/3, 50%, 1/3, 25%, 20%, 15%, 10% et 5% du capital et des droits de vote de la société (Décision n° 205C1611 de l'AMF du 28 septembre 2005).

Dans le cadre de l'augmentation de capital réputée réalisée le 27 décembre 2005 (cf. section 21.1 ci-dessous), la participation des sociétés Fin Cap et Qual Tech a été portée respectivement à 58,91 % du capital et 61,41 % des droits de vote, et 10,02 % du capital et 10,58 % des droits de vote. Qual Tech a ainsi déclaré avoir franchi à la hausse le seuil de 10% du capital (Décision n°206C0189 de l'AMF du 30 janvier 2006).

Le concert Fin Cap, Qual Tech, Sochrastem SA, Gonset Holding SA, Port-Noir Investment, Ouest Croissance et Salim Investment Ltd possède 10 406 772 actions (représentant 74,57 % du capital) et 15 740 039 droits de vote (représentant 76,55 % du total des droits de vote).

## 19. Opérations avec les apparentés

Les informations relatives aux conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce et conclues par la Société figurent dans les documents de référence 2004, 2003 et 2002 de la société, déposés auprès de l'Autorité des Marchés Financiers respectivement le 29 juillet 2005 (sous le numéro D.05-1044), le 12 mai 2004 (sous le numéro D.04-0722) et le 6 mai 2003 (sous le numéro D.03-0594).

Depuis la clôture de l'exercice 2004, les conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce suivantes ont été conclues :

- 1) Extension de la convention de trésorerie conclue entre les principales sociétés du Groupe IEC aux sociétés AUVI-ONE, IEC ESPANA et CAP CINE.  
(Concernes les dirigeants communs de ces sociétés)  
Cette convention a été autorisée par le conseil d'administration du 5 avril 2005.

- 2) Cession à la société IEC Professionnel Média de créances de la société SAS IEC sur la société IEC ESPANA à un prix égal à leur valeur nominale  
(Concerne M. Alain COTTE)  
Cette convention a été autorisée par le conseil d'administration du 5 avril 2005.
- 3) Rémunération par les différentes filiales en contrepartie des garanties et cautionnements qu'elles sollicitent auprès de la société IEC Professionnel Média.  
(Concerne M. Alain COTTE)  
Cette convention a été autorisée par le conseil d'administration du 5 avril 2005.
- 4) Accord par la société IEC Professionnelle Média d'un prêt participatif de 262 000 € à la société IEC ESPANA.  
(Concerne MM. Alain COTTE et Jean-Marc THIERCELIN)  
Cette convention a été autorisée par le conseil d'administration du 22 juin 2005.
- 5) Accord par la société IEC Professionnel Média d'une subvention de 2 000 000 € à sa filiale SAS IEC.  
(Concerne MM. Alain COTTE et Charles HUMANN)  
Cette convention a été autorisée par le conseil d'administration du 27 décembre 2005.

### 21.1 Capital social

Suite à une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription réputée réalisée le 27 décembre 2005 du fait de la signature d'un contrat de garantie de bonne fin au sens de l'article L. 225-145 du Code de commerce avec Natexis Bleichroeder, le capital social a été augmenté de 330.536,70 € par l'émission de 1 101 789 actions de 0,30 € de valeur nominale. Le prix d'émission était fixé à 2,25 €, donnant lieu à une prime d'émission d'un montant de 2.148.488,55 €. La souscription a été ouverte du 29 décembre 2005 au 11 janvier 2006.

Le Conseil d'administration a ainsi fait usage d'une partie du solde de la délégation consentie par l'Assemblée Générale mixte du 7 juin 2004. Compte tenu de cette opération, il subsiste une autorisation de 507 828,95 € d'augmentation de capital, prime d'émission comprise.

L'émission et l'admission sur le Compartiment C d'Eurolist des 1.101.789 actions à émettre dans le cadre de l'augmentation de capital décrite ci-dessus ont été dispensées de prospectus en vertu des articles 211-2 et 212-5 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers.

Le capital social est aujourd'hui composé de 13 956 015 actions de 0,30 € de valeur nominale, soit un total de 4 186 804,50 €.

- Evolution du capital de la société depuis sa création

Date	Nature de l'opération	Montant de l'opération	Prime d'émission ou d'apport	Nombre total d'actions	Valeur nominale	Capital après l'opération
13.06.1991	Constitution de la société	-	-	1 250	100 F	125 000 F
13.11.1995	Libération du solde du capital	-	-	5 000	100 F	500 000 F
27.12.1995	Apport en nature de la SA IEC et de parts sociales de la SARL SSI	1 625 700 F	13 658 380 F	21 257	100 F	2 125 700 F
23.06.1998	Incorporation de réserves	2 874 300 F	-	50 000	100 F	5 000 000 F
20.10.1998	Division du nominal par 10	-	-	500 000	10 F	5 000 000 F
17.11.1998	Emission d'actions nouvelles Visa n° 98-890 du 17/11/98	714 290 F	9 285 770 F	571 429	10 F	5 714 290 F
20.12.1999	Augmentation de capital par apport en nature	2 857 290 F	25 302 710 F	857 158	10 F	8 571 580 F
20.12.1999	Augmentation de capital en numéraire Visa n° 99-1430 du 19/11/1999	1 000 000 F	18 079 000 F	957 158	10 F	9 571 580 F

04.12.2000	Augmentation de capital en numéraire Visa n° 00-1856 du 15/11/2000	4 785 790 F	39 812 210 €	1 435 737	10 F	14 357 370 F
27.12.2001	Réduction de capital	7 370 F		737	10 F	14 350 000 F
27.12.2001	Conversion en euros			1 435 000	1.52 €	2 181 200 €
26.08.2002	Augmentation de capital en numéraire Visa n° 02-855 du 11/07/02	1 552 731.68 €		1 021 534	1.52 €	3 733 931.68 €
22.04.2003	Réduction de capital par voie d'absorption des pertes	2 014 357.88 €			0.70 €	1 719 573.80 €
10.09.2003	Augmentation de capital en numéraire Visa n° 03-725 du 31/07/03	2 794 300.60 €	1 197 557.4	3 991 858	.0.70 €	4 513 874.40 €
10.09.2003	Augmentation de capital - Apport en nature de 27.97 % de Cap Ciné Numéro d'enregistrement E.03-158 du 17 juillet 2003	897 300.60 €	384 557.40 €	1 281 858	0.70 €	5 411 175.00 €
10.09.2003	Augmentation de capital – Apport en nature de créances Fin Cap Numéro d'enregistrement E.03-158 du 17 juillet 2003	887 397.00 €	380 313.00 €	1 267 710	0.70 €	6 298 572.00 €
07.06.2004	Réduction de capital par voie d'absorption des pertes	3 599 184.00 €			0.30 €	2 699 388.00 €
31.08.2004	Augmentation de capital en numéraire Visa n° 04-683 du 21 juillet 2004	1 156 879.80 €	3 856 266,00 €	3 856 266	0.30 €	3 856 267.80 €
27.12.2005	Augmentation de capital en numéraire Dispense de prospectus	330 536,70 €	2 148 488,55 €	1 101 789	0,30 €	4 186 804,50 €

## Marché des titres de la société en 2005

Place de cotation : Compartiment C d'Eurolist (code ISIN FR0000066680 – Mnémonique IEC)

source : Euronext Paris

Année 2005	Jan	Fév	Mar	Avr	Mai	Jui	Juil	Aoû	Sep	Oct	Nov	Déc
Nombre de séances de bourse	21	20	21	21	22	22	21	23	22	21	22	21
Nombre de séances de cotation	21	20	21	21	20	22	20	23	22	21	22	20
Taux de cotation	100 %	100 %	100 %	100 %	91 %	100 %	95 %	100 %	100 %	100 %	100 %	95 %
Cours le plus haut (en €)	2.00	2.06	1.92	1.75	1.89	2.28	2.18	3.17	2.74	2.58	2.29	2.22
Cours le plus bas (en €)	1.38	1.58	1.62	1.52	1.63	1.85	1.92	2.05	2.38	2.12	2.00	1.85
Dernier cours du mois (en €)	1.74	1.72	1.70	1.72	1.89	2.05	2.10	2.61	2.59	2.25	2.09	2.13
Nombre de titres échangés	347 039	611 545	167 177	270 713	137 138	351 141	42 361	686 879	149 106	152 079	67 736	173 938
Taux de rotation du capital	2,70 %	4,76 %	1,30 %	2,11 %	1,07 %	2,73 %	0,33 %	5,34 %	1,16 %	1,18 %	0,53 %	1,35 %
Capitalisation boursière (en M€)	22,37	22,11	21,85	22,11	24,29	26,35	26,99	33,55	33,29	28,92	26,87	27,38

Fiche technique		Synthèse de l'activité boursière en 2005	
Code Euroclear	6668	Nombre de séances de bourse	259
Code Reuter	IPMA.PA	Nombre de séances de cotation	255
Code GL	IEC	Taux de cotation	98%
Code Bloomberg	IEC FP		
Code ISIN	FR 0000066680	Premier cours coté	1,38 € le 03.01.2005
Mnémonique	IEC	Plus haut	3,17 € le 08.08.2005
		Plus bas	1,38 € le 03.01.2005
Place de cotation	Euronext Paris (France)	Dernier cours coté	2,13 € le 31.12.2005
Marché de cotation		Variation sur l'année 2005	+ 54 %
Catégorie de cotation	Continu		
Horaires de cotation	De 9h00 à 17h30	Volume des transactions en titres	3 156 852
		Volume des transactions en capitaux	6 590 K€
Appartenance à un indice	Non	Taux de rotation du capital	23 %
Capital au 31.12.2005	4 186 804,50 €	Capitalisation boursière au 31.12.2005	27,4 M€
Nominal	0,30 €		
Nombre de titres au 31.12.2005	13 956 015		
Dernier coupon versé	0,73 € brut- 0,49€ net (le 05/08/1999)		
Autre ligne de cotation	Non		
Eligibilité PEA	OUI		
Eligibilité SRD	Non		
Flottant en % du capital au 31.12.2005	19,22%		
Flottant en K€ au 31.12.2005	5,26 M€		
Secteur d'activité	Equipements électroniques & électriques		
Classification sectorielle FTSE	253 – Equipements électroniques		

## 24. Documents accessibles au public

Toute information relative au document de référence et à la présente actualisation pourra être obtenue auprès de :

Jean-Marc THIERCELIN  
 Secrétaire Général  
 Tél 02 23 35 57 57  
[jmthiercelin@iec-asv.com](mailto:jmthiercelin@iec-asv.com)

Les documents relatifs à la Société devant être mis à la disposition du public (les statuts de l'émetteur et de ses filiales, les rapports, informations financières historiques de l'émetteur et de ses filiales pour chacun des deux exercices précédant la publication de l'actualisation du document de référence) peuvent être consultés au siège de la Société : 13/15 rue Louis Kerautret Botmel, 35000 Rennes.

## 2.2 COMPTES CONSOLIDES AU 30 JUIN 2005

### 2.2.1 Comptes consolidés du Groupe IEC au 30 juin 2005

Conformément au Règlement CE n°1606/2002 du 19 juillet 2002, le Groupe IEC présentera ses états financiers consolidés de l'exercice 2005 selon les normes comptables internationales en vigueur au 31 décembre 2005, telles qu'approuvées par l'Union Européenne à cette date. Ces normes comptables internationales comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards) et les IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs interprétations.

En tant que société cotée française et conformément au Règlement général et aux recommandations de l'Autorité des Marchés Financiers, le Groupe a choisi de produire des comptes intermédiaires :

- présentés selon les règles de présentation et d'information applicables en France (Recommandation CNC 99R01 ), par ailleurs le groupe IEC a décidé de se conformer à la recommandation CNC 2004 R.02 en matière de présentation du compte de résultat, du tableau des flux de trésorerie et du tableau de variation des capitaux propres des entreprises sous référentiel comptable international ;
- mais préparés selon les règles de comptabilisation et d'évaluation des normes IFRS telles qu'elles sont applicables dans l'Union Européenne au 30 juin 2005.

Ainsi, l'annexe aux comptes semestriels ne comprend pas toutes les informations requises par les normes IFRS.

Les règles, principes et méthodes comptables utilisés pour l'exercice 2005 pourraient être différents compte tenu de l'évolution des normes et interprétations IFRS et de leur adoption par la Commission européenne au 31 décembre 2005. Ceci pourrait entraîner une modification des comptes consolidés 2004 retraités en IFRS et des comptes consolidés semestriels au 30 juin 2005 qui seraient présentés en comparatif des comptes annuels au 31/12/05 et semestriels au 30/06/06.

## A. Bilan consolidé au 30 juin 2005

ACTIF	Net 30.06.05	Net 31.12.04
Ecart d'acquisition (E.5.a)	2 542	2 542
Immobilisations incorporelles (E.5.b)	326	213
Immobilisations corporelles (E.5.c)	6 157	6 231
Actifs financiers (E.5.d)	296	358
Actifs d'impôts exigibles (E.5.h)		628
Impôts différés actifs		0
<b>Actifs non courants</b>	<b>9 321</b>	<b>9 972</b>
Stocks (E.5.e)	4 259	3 825
Clients (E.5.f)	10 004	13 439
Autres créances (E.5.g)	1 818	1 831
Actifs financiers (E.5.d)	982	1 275
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 224	4 646
Actifs d'impôts exigibles (E.5.h)	628	
<b>Actifs courants</b>	<b>20 915</b>	<b>25 016</b>
<b>Total des Actifs</b>	<b>30 236</b>	<b>34 988</b>

Capital (1)	3 856	3 856
Primes (1)	2 317	3 839
Réserves et résultat consolidé (2)	-2 160	-1 156
Autres		
Capitaux propres groupe (E.5.i)	4 013	6 539
Intérêts minoritaires	1 235	1 106
<b>Capitaux propres de l'ensemble</b>	<b>5 248</b>	<b>7 645</b>
Provision pour retraite (E.5.k)	257	157
Emprunts (E.5.l)	2 109	2 169
Autres dettes (E.5.n)		
Impôts différés passifs		
<b>Passifs non courants</b>	<b>2 366</b>	<b>2 326</b>
Fournisseurs(E.5.m)	12 436	13 820
Emprunts à court terme (E.5.l)	3 009	3 463
Dettes fiscales	5 119	4 700
Autres dettes (E.5.n)	1 259	1 507
Provisions (E.5.j)	799	1 527
<b>Passifs courants</b>	<b>22 622</b>	<b>25 017</b>
<b>Total des passifs</b>	<b>30 236</b>	<b>34 988</b>

(1) de l'entreprise mère consolidante

(2) dont résultat net de l'exercice -2 568 milliers d'euros

## B.Compte de résultat consolidé au 30 juin 2005

	30.06.05	30.06.04	31.12.04
Chiffre d'affaires net (E.6.a)	35 140	36 656	72 659
Achats consommés	-19 946	-21 788	-43 753
Charges externes	-6 521	-6 363	-12 306
Charges de personnel	-8 287	-7 316	-14 853
Impôts et taxes	-1 434	-611	-1 286
Dotations aux amortissements (E.6.b)	-1 313	-894	-1 976
Dotations aux provisions (E.6.b)	-863	-629	-978
Autres produits et charges d'exploitation (E.6.c)	1 281	554	1 321
Résultat opérationnel courant	-1 943	-391	-1 172
Autres produits opérationnels	172	59	486
Autres charges opérationnelles	-162	-40	-499
Résultat opérationnel	-1 933	-372	-1 185
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	37	24	87
Coût de l'endettement financier brut	211	231	-432
Coût de l'endettement financier net (E.6.d)	-174	-207	-345
Autres charges et produits financiers (E.6.d)	-130	-61	-109
Charge d'impôt (E.6.e)	-205	-21	-83
Résultat net de l'ensemble consolidé	-2 442	-661	-1 722
Quote part du résultat net des sociétés mises en équivalence		118	126
Part des intérêts minoritaires	126	10	-72
Résultat net part du groupe	-2 568	-553	-1 524
Résultat de base par action	-0,20 €	-0,06 €	-0,13 €
Résultat dilué par action (1)	-0,20 €	-0,06 €	-0,13 €

(1) Le bénéfice utilisé pour le calcul du résultat dilué par action est celui préconisé par la norme IAS 33. Celui-ci est divisé par le nombre théorique maximal d'actions à créer.

## C. Etat des variations des capitaux propres au 30 juin 2005

	Capital	Primes	Réser- ves	Résul- tat de l'exer- cice	Capitaux propres- Part groupe	Intérêts mino- ritaires
Situation au 01.01.04	6 298	1 732	-394	-4 549	3 087	105
Résultat au 30.06.04				-553	-553	10
affectation résultat 31.12.03		-1 709	-2 840	4 549	0	
Réduction de capital	-3 599		3 599		0	
Stock options		22			22	0
Situation au 30.06.04	2 699	45	365	-553	2 556	115
Résultat au 31.12.04				-968	-968	-82
affectation résultat 31.12.03					0	
Augmentation capital	1 157	3 768			4 925	
Stock options		26			26	
Entrée de périmètre					0	1 073
Situation au 31.12.04	3 856	3 839	365	-1 521	6 539	1 106
Résultat au 30.06.05				-2 568	-2 568	126
affectation résultat 31.12.04		-1 564	43	1 521	0	3
Stock options		42			42	
Situation au 30.06.05	3 856	2 317	408	-2 568	4 013	1 235

Au 30/06/05, le nombre d'actions propres détenues est de 8 412, représentant 0,07 % du capital. Ces actions propres sont portées en diminution des capitaux propres pour une valeur de 6 milliers d'euros.

## D. Tableau des flux de trésorerie au 30 juin 2005

	30.06.05	31.12.04
Flux de trésorerie liés à l'activité		
Résultat net consolidé	-2 442	-1 595
Dotations aux amortissements	1 313	2 004
Provisions nettes	-727	-854
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur		
Charges et produits liés aux stock options	43	48
Autres produits et charges calculés	287	257
Plus et moins-values de cession	189	373
Quote part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence		-126
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net	-1 337	107
Coût de l'endettement financier net		
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net	-1 337	107
Ecart de conversion sur la marge brute d'autofinancement		
Variation du besoin en fonds de roulement	1 927	-1 484
<b>Flux net de trésorerie lié à l'activité</b>	<b>590</b>	<b>-1 377</b>
Flux de trésorerie liés aux investissements		
Décaiss/ acquisitions d'immobilisations incorporelles		
Décaiss/ acquisitions d'immobilisations corporelles	-1 799	-2 435
Encaiss/ cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	264	1 078
Décaiss/ acquisitions d'immobilisations financières	0	-62
Encaiss/ cessions d'immobilisations financières	62	
Incidence des variations de périmètre		992
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissements	-1 473	-427
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement		
Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentation de capital		4 925
Rachat et reventes d'actions propres		
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	981	854
Remboursement des emprunts	-912	-1 670
Autres flux liés aux opérations de financement	9	
Total des flux liés aux opérations de financement	78	4 109
Incidence des écarts de conversion		
Variation de trésorerie	-805	2 305
Trésorerie nette à l'ouverture de l'exercice	3 193	888
Trésorerie nette à la clôture de l'exercice	2 388	3 193

Sur le premier semestre 2005, le Groupe a remboursé 912 milliers d'euros d'emprunts et emprunté 981 milliers d'euros pour financer ses investissements qui se sont élevés à 1 799 milliers d'euros dont 543 milliers d'euros au titre du parc de location et 135 milliers d'euros à celui de la mise en place du nouveau système d'information du groupe.

La trésorerie à l'ouverture correspond aux disponibilités figurant au bilan de 4646 milliers d'euros (cf. II-A colonne 31/12/04) moins les découverts bancaires de 1 454 milliers d'euros (cf. E4I colonne 31/12/04).

La trésorerie à la clôture correspond à la trésorerie et équivalents de trésorerie figurant au bilan de 3 224 milliers d'euros (cf. II-A colonne 30/06/05) moins les découverts bancaires de 836 milliers d'euros (cf. E4I colonne 30/06/05).

La situation nette de trésorerie s'élève à + 2 388 milliers d'euros.

#### E. Annexes aux comptes consolidés au 30 juin 2005

##### 1) Évènements significatifs de l'exercice

###### 1) Application de l'accord de rééchelonnement

En application de l'accord de rééchelonnement des dettes bancaires et fournisseurs intervenu au cours du premier trimestre 2002, le groupe IEC a procédé au 30 juin 2005 au remboursement de la semestrialité tel que prévu.

###### 2) Besoins de financement

L'assemblée générale mixte du 7 juin 2004 a délégué au Conseil d'Administration, pour une durée de 26 mois, tout pouvoir pour procéder à des augmentations de capital en numéraire dans un plafond maximum, primes d'émission comprise, de 8 millions d'euros.

Dans le cadre de cette délégation, il subsiste une autorisation de 2 986 854,20 € d'augmentation de capital, prime d'émission incluse. Le groupe IEC se réserve la possibilité d'utiliser cette délégation.

Ainsi malgré les résultats déficitaires du premier semestre 2005, le groupe IEC considère qu'il dispose des moyens d'assurer le financement de ses opérations et de son développement.

###### 3) Normes IAS/IFRS

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005, le Groupe IEC établit ses comptes consolidés selon les normes IAS/IFRS.

## 2) Passage aux normes IFRS

En application du règlement européen relatif à l'application des normes comptables internationales, le Groupe IEC établit depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005 ses comptes consolidés selon les normes IAS/IFRS.

Le Groupe a retraité les informations financières 2004 conformément aux principes IAS/IFRS et présente ici les éléments de réconciliations suivants entre normes françaises et normes IAS/IFRS :

- Capitaux propres au 1<sup>er</sup> janvier 2004
- Capitaux propres au 31 décembre 2004
- Bilan au 1<sup>er</sup> janvier 2004
- Bilan au 31 décembre 2004
- Compte de résultat au 30 juin 2004
- Compte de résultat au 31 décembre 2004
- Le tableau des flux de trésorerie au 31 décembre 2004
- Le tableau des flux de trésorerie au 30 juin 2004

- Capitaux propres au 1<sup>er</sup> janvier 2004.

	Capital	Primes	Réser- ves	Résul-tat de l'exer- cice	Total capitaux propres groupe	Intérêts mino mino	Total capitaux propres de l'ensemble
Capitaux propres normes françaises au 01.01.04	6 299	1 709	-640	-5 852	1 516	72	1 588
Retraites et engagements assimilés (IAS 19)				-111	-111		-111
Stock options(IFRS2)		23		-23	0		0
Amortissement (IAS 16)				1 003	1 003	33	1 036
Annulation amortissement écarts acquisition (IFRS 3)			-434	434	0		0
Actualisation des dettes fournisseurs			523		523		523
Actualisation des emprunts moratoriés			156		156		156
Capitaux propres IAS-IFRS au 01.01.04	6 299	1 732	-395	-4 549	3 087	105	3 192

(a) Le résultat de la période précédente est intégré dans les réserves au 01.01.2004

- Capitaux propres au 31 décembre 2004

	Capital	Primes	Réser- ves	Résul- tat de l'exer- cice	Total capitaux propres	Intérêts mino- ritaires	Total capitaux propres de l' ensemble
Capitaux propres normes françaises au 31.12.04	3 856	3 768	-1 181	-1 667	4 776	985	5 761
Retraites et engagements assimilés (IAS 19)			-111	-5	-116		-116
Stock options (IFRS 2)		71	-23	-48	0	0	0
Amortissements (IAS16)			1 003	-9	994	121	1 115
Annulation amortissements écarts acquisition (IFRS 3)				434	434		434
Actualisation des dettes fournisseurs			523	-215	308		308
Actualisation des emprunts moratoriés			156	-66	90		90
Charge à répartir				29	29		29
QP résultant MEE				24	24		24
Capitaux propres IAS-IFRS au 31.12.04	3 856	3 839	367	-1 523	6 539	1 106	7 645

- Bilan au 1<sup>er</sup> janvier 2004

ACTIF NORMES FRANCAISES	01.01.04 Net	Reclass	Ajust	01.01.04 Net	ACTIF IFRS
Ecart d'acquisition	2 013	-528		1 485	Ecart d'acquisition(a)
Immobilisations incorporelles	255	-130		125	Immobilisations incorporelles (a)
Immobilisations corporelles	4 047		1084	5 131	Immobilisations corporelles (b)
Immobilisations financières	2 304	-688	26	1 642	Actifs financiers(c)
		628		628	Actifs d'impôts exigibles (d)
				0	Impôts différés actifs
Actif immobilisé	8 619	-718	1 110	9 011	Actifs non courants
Stocks	4 353		40	4 393	Stocks
Clients et comptes rattachés	8 032			8 032	Clients
Autres créances et comptes de régularisation	1 936	-628	-114	1 194	Autres créances (e)
Actifs financiers		1 346		1 346	Actifs financiers(c)
Valeurs mobilières de placement				0	
Disponibilités	1 706			1 706	Trésorerie et équivalents de trésorerie
					Actifs d'impôts exigibles (d)
Actif circulant	16 028	718	-74	16 672	Actifs courants
<b>Total Actif</b>	<b>24 648</b>	<b>0</b>	<b>1 036</b>	<b>25 684</b>	<b>Total des actifs</b>

PASSIF NORMES FRANCAISES	01.01.04 Net	Reclass	Ajust	01.01.04 Net	PASSIF IFRS
Capital	6 299			6 299	Capital
Primes	1 709		23	1 732	Primes(f)
Réserves et résultat consolidé	-6 492		1548	-4 944	Réserves et résultat consolidé (g)
Autres				0	Autres
Capitaux propres groupe	1 516	0	1 571	3 087	Capitaux propres groupe
Intérêts minoritaires	72		33	105	Intérêts minoritaires
Capitaux propres de l'ensemble	1 588	0	1 604	3 192	Capitaux propres de l'ensemble
Provisions pour risques et charges			112	0	Provisions à long terme
				112	Provision pour retraite (h)
Emprunt et dettes financières	4 089	-1 436	-157	2 496	Emprunts (i)
				0	Autres dettes
				0	Impôts différés passifs
				2 608	Passifs non courants
Fournisseurs et comptes rattachés	12 593	1 377	-523	12 070	Fournisseurs(j)
				1 377	Emprunts à court terme(i)
				0	Dettes fiscales
Autres dettes et comptes de régularisation	4 406	59		4 465	Autres dettes (k)
	1 971			1 971	Provisions
				19 883	Passifs courants
<b>Total Passif</b>	<b>24 648</b>	<b>0</b>	<b>1 036</b>	<b>25 684</b>	<b>Total Passif</b>

Commentaires sur les principales évolutions entre les 2 référentiels :

(a) Ecarts d'acquisition

Reclassement du goodwill des sociétés mises en équivalence en titres mis en équivalence.

Reclassement des fonds de commerce non identifiés en Ecarts d'acquisition.

(b) Immobilisations corporelles.

Prise en compte d'une valeur résiduelle des immobilisations du parc location

(c) Distinction au bilan IFRS entre les actifs financiers courants et non courants

(d) Actifs d'impôts

Distinction au bilan en normes IFRS des actifs d'impôts exigibles courants et non courants.

(e) Autres créances

Reclassement de l'actif d'impôt exigible

Annulation de la charge à répartir en normes IFRS

(f) Primes

Impact de l'évaluation du coût des stocks options en application de la norme IFRS 2 sur les avantages en actions

(g) Réserves consolidées

Les capitaux propres enregistrent une nette augmentation en raison principalement de la prise en compte d'une valeur résiduelle des immobilisations du parc location et de la valorisation des dettes moratoriées à leur juste valeur.

(h) Provision pour retraite

Impact sur les capitaux propres de la comptabilisation des engagements de retraite.

(i) Emprunts

Distinction au bilan IFRS entre les emprunts courants et non courants.

Actualisation des emprunts moratoriés.

(j) Fournisseurs

Actualisation des dettes moratoriées

(k) Reclassement de l'avance remboursable en autres dettes courantes

- Bilan au 31 décembre 2004

ACTIF NORMES FRANCAISES	31.12.04 publié	Reclass	Ajust	31.12.04 IFRS	ACTIF IFRS
Ecart d'acquisition	2 017	130	395	2 542	Ecart d'acquisition(a)
Immobilisations incorporelles	343	-130		213	Immobilisations incorporelles (a)
Immobilisations corporelles	4 940		1291	6 231	Immobilisations corporelles (b)
Immobilisations financières	1 633	-1 275		358	Actifs financiers (c)
		628		628	Actifs d'impôts exigibles(d)
				0	Impôts différés actifs
Actif immobilisé	8 933	-647	1 686	9 972	Actifs non courants
Stocks	4 296	-471		3 825	Stocks
Clients et comptes rattachés	12 969	471		13 439	Clients
Autres créances et comptes de régularisation	2 543	-628	-84	1 831	Autres créances( e)
Actifs financiers		1 275		1 275	Actifs financiers( c)
Valeurs mobilières de placement				0	
Disponibilités	4 646			4 646	Trésorerie et équivalents de trésorerie
				0	Actifs d'impôts exigibles(d)
Actif circulant	24 454	647	-84	25 016	Actifs courants
<b>Total Actif</b>	<b>33 387</b>	<b>0</b>	<b>1 602</b>	<b>34 988</b>	<b>Total des actifs</b>

PASSIF NORMES FRANCAISES	31.12.04 publié	Reclass	Ajust	31.12.04 IFRS	PASSIF IFRS
Capital	3 856			3 856	Capital
Primes	3 768		71	3 839	Primes(f)
Réserves et résultat consolidé	-2 848		1692	-1 156	Réserves et résultat consolidé(g)
Autres				0	Autres
Capitaux propres groupe	4 776		1 763	6 539	Capitaux propres groupe
Intérêts minoritaires	985		121	1 106	Intérêts minoritaires
Capitaux propres de l'ensemble	5 761	0	1 884	7 645	Capitaux propres de l'ensemble
Provisions pour risques et charges	1 568	-1 568	0	0	Provisions à long terme
		41	116	157	Provisions pour retraite(h)
Emprunt et dettes financières	5 722	-3 463	-91	2 169	Emprunts(i)
				0	Autres dettes
				0	Impôts différés passifs
				2 326	Passifs non courants
Fournisseurs et comptes rattachés	14 128		-308	13 820	Fournisseurs(j)
		3 463		3 463	Emprunts à court terme(i)
				4 700	Dettes fiscales
Autres dettes et comptes de régularisation	6 208			1 507	Autres dettes
		1 527		1 527	Provisions
				25 017	Passifs courants
<b>Total Passif</b>	<b>33 387</b>	<b>0</b>	<b>1 601</b>	<b>34 988</b>	<b>Total Passif</b>

Commentaires sur les principales évolutions entre les 2 référentiels :

(a) Ecart d'acquisition

Annulation des dotations aux amortissements des écarts d'acquisition  
Reclassement des fonds de commerce non identifiés en Ecart d'acquisition

(b) Immobilisations corporelles.

Prise en compte d'une valeur résiduelle des immobilisations du parc location

(c) Distinction au bilan IFRS entre les actifs financiers courants et non courants

(d) Actifs d'impôts

Distinction au bilan en normes IFRS des actifs d'impôts exigibles courants et non courants.

(e) Autres créances

Reclassement de l'actif d'impôt exigible  
Annulation de la charge à répartir en normes IFRS

(f) Primes

Impact de l'évaluation du coût des stocks options en application de la norme IFRS 2 sur les avantages en actions

(g) Réserves consolidées

Les capitaux propres enregistrent une nette augmentation en raison principalement de la prise en compte d'une valeur résiduelle des immobilisations du parc location et de la valorisation des dettes moratoriées à leur juste valeur.

(h) Provision pour retraite

Impact de la comptabilisation des engagements de retraite.

(i) Emprunts

Distinction au bilan IFRS entre les emprunts courants et non courants  
Actualisation des emprunts moratoriés

(j) Fournisseurs

Actualisation des dettes moratoriées

- Compte de résultat au 31 décembre 2004

NORMES FRANCAISES	31.12.04	Reclass	Ajust	31.12.04	NORMES IFRS	
						publié
Chiffre d'affaires net	72 188	471		72 659	Chiffre d'affaires net	
Autres produits d'exploitation	2 510	-2 510		0	Autres produits de l'activité (a)	
Achats consommés	-43 493		-260	-43 753	Achats consommés (b)	
Autres charges externes	-12 306			-12 306	Charges externes	
Charges de personnel	-14 781		-72	-14 853	Charges de personnel (c)	
Autres charges d'exploitation	-704	704		0		
Impôts et taxes	-1 286			-1 286	Impôts et taxes	
Dotations aux amortissements et aux provisions	-3 233		279	-1 976	Dotation aux amortissements(d)	
				-978	Dotation aux provisions	
		1 335	-14	1 321	Autres produits et charges d'exploitation(a)	
Resultat d'exploitation	-1 105			-1 172	Résultat opérationnel courant	
			486	486	Autres produits opérationnels ( e)	
			-499	-499	Autres charges opérationnelles ( e)	
			-13	-67	-1 185	Résultat opérationnel
			87	87	Produits de trésorerie et équivalents (f)	
			-432	-432	Coût de l'endettement financier brut(f)	
			-345	-345	Coût de l'endettement financier net(f)	
			139	-109	Autres produits et charges financiers(f)	
Charges et produits financiers	-206	206	-248			
Résultat courant des entreprises intégrées	-1 311	-13	-314	-1 639		
Charges et produits exceptionnels	-13	13		0 (e)		
Impôts sur les bénéfices	-83			-83	Charge d'impôt	
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	33		93	126		
Résultat net des entreprises intégrées	-1 374	0	-221	-1 595		
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	-365		365	0 (g)		
Résultat net de l'ensemble consolidé	-1 739	0	144	-1 595	Résultat net de l'ensemble consolidé	
Part des intérêts minoritaires	-72			-72	Part des intérêts minoritaires	
Résultat net part du groupe	-1 667	0	144	-1 523	Résultat net part du groupe	
Résultat par action	- 0,14 €			- 0,13 €		

Principaux impacts sur le résultat consolidé du 31 décembre 2004 :

(a) Reclassement des en cours de production en chiffre d'affaires pour 471 milliers d'euros  
Reclassement des autres produits d'exploitation en autres produits et charges d'exploitation

(b) La prise en compte d'une valeur résiduelle des immobilisations du parc location (IAS16) entraîne une charge complémentaire de 260 milliers d'euros sur la VNC.

(c) Charges de personnel

L'évaluation du coût des stocks options entraîne une charge de 48 milliers d'euros comptabilisée en frais de personnel sur l'exercice 2004 en application de la norme IFRS 2 sur les avantages en actions.

L'ajustement de la provision liée aux engagements de retraite entraîne une charge de personnel de 24 milliers d'euros au 31 décembre 2004.

(d) Dotation aux amortissements

La prise en compte d'une valeur résiduelle des immobilisations du parc location (IAS16) entraîne un profit de 251 milliers d'euros

L'annulation des charges à répartir entraîne un profit de 28 milliers d'euros

(e) Autres produits et charges opérationnels

Reclassement du résultat exceptionnel en autres produits et charges opérationnels

(f) Charges et produits financiers

L'actualisation des dettes moratoriées entraîne une charge financière de 281 milliers d'euros

L'ajustement de la provision liée aux engagements de retraite entraîne un profit financier de 33 milliers d'euros au 31 décembre 2004

(g) Amortissement des écarts d'acquisition

L'annulation des dotations aux amortissements des écarts d'acquisition selon la norme IFRS 3 entraîne la comptabilisation d'un produit de 434 milliers d'euros dont 69 milliers d'euros comptabilisés en Quote part de résultat des sociétés mises en équivalence.

-Compte de résultat au 30 juin 2004

NORMES FRANCAISES	30.06.04		Ajust	30.06.04		NORMES IFRS
	publié	Reclass		IFRS		
Chiffre d'affaires net	36 656			36 656		Chiffre d'affaires
Autres produits d'exploitation	763	-763		0		Autres produits de l'activité(a)
Achats consommés	-21 750		-37	-21 788		Achats consommés(b)
Autres charges externes	-6 363			-6 363		Charges externes
Charges de personnel	-7 282		-34	-7 316		Charges de personnel(c)
Impôts et taxes	-611			0		0
	-1 656		132	-894		Impôts et taxes
Dotations aux amortissements et aux provisions (E.5.d)				-894		Dotation aux amortissements (d)
				-629		Dotation aux provisions
Autres charges d'exploitation	-209	163		554		Autres produits et charges d'exploitation(a)
Résultat d'exploitation	-452		61	-391		Résultat opérationnel courant
			59	59		Autres produits opérationnels( e)
			-40	-40		Autres charges opérationnelles( e)
		19	61	-372		Résultat opérationnel
			24	24		Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie
			-231	-231		Coût de l'endettement financier brut(f)
			-207	-207		Coût de l'endettement financier net(f)
			72	-61		Autres produits et charges financiers(f)
Charges et produits financiers	-135	135	-133			
Résultat courant des entreprises intégrées	-587	19	-72	-640		
Charges et produits exceptionnels	19	-19		0		
Impôts sur les bénéfices	-21			-21		Charge d'impôt
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	118			118		
Résultat net des entreprises intégrées	-471	0	-72	-543		
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	-217		217	0		0 (g)
Résultat net de l'ensemble consolidé	-688	0	145	-543		Résultat net de l'ensemble consolidé
Part des intérêts minoritaires	7		3	10		Part des intérêts minoritaires
Résultat net part du groupe	-695	0	142	-553		Résultat net part du groupe
Résultat par action	- 0,08 €			- 0,06 €		

Principaux impacts sur le résultat consolidé du 30 juin 2004 :

(a) Reclassement des autres produits d'exploitation en autres produits et charges d'exploitation

(b) La prise en compte d'une valeur résiduelle des immobilisations du parc location (IAS16) entraîne une charge complémentaire de 37 milliers d'euros sur la VNC.

(c) Charges de personnel

L'évaluation du coût des stocks options entraîne une charge de 22 milliers d'euros comptabilisée en frais de personnel sur le premier semestre 2004 en application de la norme IFRS 2 sur les avantages en actions.

L'ajustement de la provision liée aux engagements de retraite entraîne une charge de 12 milliers d'euros au 30 juin 2004.

(d) Dotation aux provisions

L'annulation des charges à répartir entraîne un profit de 14 milliers d'euros

La prise en compte d'une valeur résiduelle des immobilisations du parc location (IAS 16) entraîne un profit de 118 milliers d'euros.

(e) Autres produits et charges opérationnels

Reclassement du résultat exceptionnel en autres produits et charges opérationnels

(f) Charges et produits financiers

L'actualisation des dettes moratoriées entraîne une charge financière de 150 milliers d'euros

L'ajustement de la provision liée aux engagements de retraite entraîne un profit financier de 16 milliers d'euros au 30 juin 2004

(g) Amortissement des écarts d'acquisition

L'annulation des dotations aux amortissements des écarts d'acquisition selon la norme IFRS 3 entraîne la comptabilisation d'un produit de 217 milliers d'euros.

- Tableau de flux de trésorerie au 31 décembre 2004

	31/12/2004 publié normes françaises	Ajustements	31/12/2004 IFRS
Flux de trésorerie liés à l'activité			
Résultat net consolidé	-1 739	144	-1 595
Dotations aux amortissements et provisions	2 255	-251	2 004
Amortissement des écarts d'acquisition	365	-365	0
Provisions(nettes)	-854		-854
Charges et produits liés aux stock options		48	48
Autres produits et charges calculés		257	257
Plus et moins-values de cession	113	260	373
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-33	-93	-126
Variation des impôts différés	0		0
Marge brute d'autofinancement	107	0	107
Ecart de conversion sur la marge brute d'autofinancement			0
Variation du besoin en fonds de roulement			
	-1 484		-1 484
Flux net de trésorerie lié à l'activité			
	-1 377	0	-1 377
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissements			
	-427		-427
Total des flux liés aux opérations de financement			
	4 109		4 109
Incidence des écarts de conversion			
			0
Variation de trésorerie			
	2 305	0	2 305
Trésorerie nette à l'ouverture de l'exercice	888		888
Trésorerie nette à la clôture de l'exercice	3 193		3 193
Disponibilités de clôture			
	4 646		4 646
Concours bancaires de clôture	-1 453		-1 453
Trésorerie de clôture	3 193	0	3 193

- Tableau de flux de trésorerie au 30 juin 2004

	30.06.04 publié normes françaises	Ajustements	30.06.04 IFRS
Flux de trésorerie liés à l'activité			
Résultat net consolidé	-687	145	-542
Dotations aux amortissements et provisions	1 012	-132	880
Amortissement des écarts d'acquisition	217	-217	0
Reprises des amortissements et provisions	27		27
Charges et produits liés aux stock options		22	22
Autres charges et produits calculés		144	144
Plus et moins-values de cession	-192	38	-154
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-118		-118
Variation des impôts différés			0
Marge brute d'autofinancement	259	0	259
Ecart de conversion sur la marge brute d'autofinancement			0
Variation du besoin en fonds de roulement	-2 002		-2 002
Flux net de trésorerie lié à l'activité	-1 743	0	-1 743
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissements	-1 024		-1 024
Total des flux liés aux opérations de financement	1 588		1 588
Incidence des écarts de conversion			0
Variation de trésorerie	-1 179	0	-1 179
Trésorerie nette à l'ouverture de l'exercice	888		888
Trésorerie nette à la clôture de l'exercice	-291		-291
Disponibilités de clôture	1 084		1 084
Concours bancaires de clôture	-1 376		-1 376
Trésorerie de clôture	-292	0	-292

### 3) Méthodes de consolidation

#### Options retenues pour l'établissement des premiers états financiers du Groupe en IFRS

Les conditions de transition de l'ancien référentiel français vers celui des IFRS ont été définies par la norme IFRS 1 « Première adoption des normes internationales d'information financière (FTA) » qui prévoit une application rétrospective au 1<sup>er</sup> janvier 2004 des principes comptables.

Dans certains cas, la norme IFRS 1 prévoit des exceptions à l'application rétrospective du référentiel IFRS.

Parmi les options offertes par IFRS 1, les positions suivantes ont été retenues par le Groupe :

- Regroupement d'entreprises (IFRS 3) : Le Groupe a retenu l'option de ne pas retraiter les regroupements d'entreprises antérieurs au 1<sup>er</sup> janvier 2004. Les écarts d'acquisition sont repris pour leur valeur d'origine (sous déduction des amortissements cumulés et des pertes de valeur éventuelles) comptabilisés à fin 2003. Les écarts d'acquisition ne font plus l'objet d'amortissement linéaire.
- Immobilisations corporelles (IAS 16) : Le Groupe a choisi d'appliquer la méthode du coût amorti tenant compte d'une valeur résiduelle pour l'évaluation des immobilisations du parc location au 1<sup>er</sup> janvier 2004.
- Instruments financiers (IAS 32 et 39) : Le Groupe a choisi d'appliquer IAS 32 et 39 au 1<sup>er</sup> janvier 2005..
- Paiements en actions et assimilés (IFRS 2) : Le Groupe a choisi de ne pas appliquer IFRS 2 pour les instruments de capitaux propres octroyés avant le 7 novembre 2002.

Les états financiers consolidés du Groupe IEC sont établis en conformité avec les normes comptables internationales en vigueur au 30 juin 2005.

#### Principes de consolidation

Les sociétés contrôlées directement ou indirectement par le Groupe IEC sont intégrées globalement. L'ensemble des sociétés consolidées a arrêté ses comptes semestriels au 30 juin 2005.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe n'a pas une influence notable ne sont pas consolidées. Le Groupe IEC n'exerce aucun contrôle conjoint ni influence notable sur ses participations.

Les résultats des sociétés entrées dans le périmètre de consolidation sont consolidés à compter de la date de prise de contrôle ou de la date de création des sociétés. Les éliminations des opérations intra-groupe sont réalisées pour toutes les sociétés du Groupe suivant les règles applicables en matière de consolidation. Toutes les transactions significatives entre les sociétés consolidées, ainsi que les résultats internes non réalisés compris dans l'actif immobilisé et dans les stocks des sociétés consolidées sont éliminés.

#### Immobilisations incorporelles

##### Écarts d'acquisition

Lors de la prise de contrôle d'une nouvelle société, les actifs et passifs identifiables de la filiale acquise sont inscrits au bilan consolidé pour leur juste valeur à cette date. L'écart résiduel positif entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part de l'actif à sa juste valeur est porté à la rubrique " écarts d'acquisition ". Cet écart ne fait pas l'objet d'amortissement en normes IFRS mais des tests de dépréciation sont effectués au moins une fois par exercice, et à chaque arrêté en cas d'indice de perte de valeur. Les pertes de valeur sont comptabilisées en résultat opérationnel le cas échéant.

Les éléments acquis par le Groupe reconnus comme des fonds de commerce, et en particulier les éléments incorporels (clientèle, part de marché, savoir-faire...) permettant à la société d'exercer son activité et de poursuivre son développement, mais qui ne répondent pas aux critères d'identification permettant de les présenter isolément à l'actif du bilan consolidé, sont également assimilés à des écarts d'acquisition

##### Les logiciels de bureautique

Les logiciels de bureautique sont amortis sur une durée de un an en linéaire.

#### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie économique prévue.

Les durées de vie retenues sont les suivantes :

CONSTRUCTIONS	15-20 ans
MATERIEL ET OUTILLAGE	1-5 ans

MATERIEL DE TRANSPORT	2-5 ans
MOBILIER DE BUREAU	2-10 ans
MATERIEL DE BUREAU	2-8 ans
INSTALLATIONS GENERALES	2-10 ans

Le parc de matériel destiné à la location est en immobilisations.

Immobilisations financées en crédit bail :

Les contrats de crédit bail correspondant à des financements d'acquisitions sont retraités pour montrer à l'actif l'immobilisation concernée et au passif le solde des échéances des emprunts restant à payer.

#### Actifs financiers

Les actions auto détenues à la clôture sont déduites des capitaux propres du Groupe pour leur valeur d'acquisition, valeur de 6 milliers d'euros au 30 juin 2005 (Méthode FIFO).

Les liquidités apportées en garantie sur des marchés sont comptabilisées en actifs financiers courants

#### Actifs d'impôt exigibles

La distinction entre actifs d'impôts exigibles courants et non courants apparaît au bilan consolidé.

Le report en arrière des déficits s'élève à 628 milliers d'euros et sera remboursable en 2006

#### Stocks

Stocks de marchandises et pièces détachées.

Les marchandises neuves sont évaluées selon la méthode FIFO.

Les marchandises d'occasion sont évaluées au prix d'achat augmenté des frais de remise en état.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur brute déterminée selon les modalités ci-dessus est supérieure à la valeur probable de réalisation. La valeur probable de réalisation est estimée :

-pour les articles matriculés en tenant compte des perspectives commerciales (comparaison article par article avec les prix de marché)

-pour les autres articles en fonction de règles statistiques.

#### Clients

Les créances cédées dans le cadre d'un contrat d'affacturage le sont sans recours et elles sont sorties du bilan. Un dépôt de garantie est constitué auprès du factor. Au 30 juin 2005 l'en cours de créances cédées s'élève à 6 887 milliers d'euros (31 décembre 2004 : 7 305 milliers d'euros)

Les créances non réglées aux dates d'échéances prévues ou faisant l'objet de litiges sont provisionnées en fonction de l'espérance de recouvrabilité à la clôture

#### Autres créances

Les autres créances comprennent principalement les créances de TVA

#### Impôts différés

Cf. annexes E.6.f.

#### Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués de SICAV de trésorerie ainsi que de comptes de caisse et de comptes bancaires.

#### Autres dettes

Les autres dettes comprennent les dettes sociales, les produits constatés d'avance et les dettes diverses.

#### Provisions pour risques et charges

La nature des provisions figure en annexe E.5.j.

#### Avantages du personnel

A leur départ à la retraite, les salariés du Groupe doivent recevoir une indemnité calculée selon les dispositions de la convention collective dont ils dépendent.

Il n'y a pas de régimes d'avantages postérieurs à l'emploi au sein du Groupe.

Une provision est comptabilisée au bilan dans la rubrique provision pour retraite.

#### Paiements en actions et assimilés

Conformément à la norme IFRS 2, le Groupe comptabilise une charge pendant la période d'attribution des droits relative à l'évaluation du coût des stocks options.

#### Information sectorielle

L'information sectorielle est détaillée en annexe E.6.a.

#### Coûts d'emprunts

Les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges.

#### Résultat par action

Le Groupe présente un résultat de base par action de base et un résultat dilué par action en retenant le résultat net consolidé.

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice, après déduction des actions conservées par le Groupe.

Le résultat dilué par action est calculé en prenant en compte dans le nombre moyen d'actions en circulation la conversion de l'ensemble des instruments dilutifs existants.

## 4) Périmètre de consolidation

Sociétés retenues dans le cadre des comptes consolidés du Groupe IEC SA au 30 juin 2005

Sociétés	Adresses	N° de Siren	% intérêts
IEC Professionnel Média	13, 15 rue Louis Kérouart Botmel 35000 Rennes	382 574 739	100,00
C2M-Intelware	27/41, boulevard Louise Michel 92635 Gennevilliers Cedex	334 356 862	100,00
SAS I.E.C.	13, 15 rue Louis Kérouart Botmel 35000 Rennes	350 093 704	99,98
GIE IEC Management	13-15, rue Louis Kérouart Botmel 35000 Rennes	434 524 419	99,99
Vidéo I.E.C. Espana L.S.	Alberto Alcocer n° 45 28036 Madrid		60,00
S.C.I. Lisa	ZAC du Bois de l'Arsoit 90300 Valdoie	381 443 639	98,98
S.C.I. La Montjoie	Immeuble Gutenberg Bât D 93250 Saint Denis	393 163 522	99,98
STARLINE INTERNATIONAL	27/41, boulevard Louise Michel 92635 Gennevilliers Cedex	420 638 967	100,00
CAP CINE	3,rue Villaret Joyeuse 75017 PARIS	411 276 702	50,20
AUVI ONE	26, Bis rue Kléber 93100 Montreuil sous Bois	380 530 659	95,00
QualTech France	27/41, boulevard Louise Michel 92635 Gennevilliers Cedex	482 417 334	100,00

Toutes les sociétés ont été consolidées par intégration globale.

Aucune société n'est sortie du périmètre au cours du 1<sup>ER</sup> semestre 2005.

## 5) Notes sur le bilan

## a) Ecart d'acquisition

Les écarts d'acquisitions s'analysent comme suit au 30 juin 2005 :

Sociétés	Date d'acquisition	01/01/2005	Augmentation	Diminution	Reclassement	30/6/2005
Valeur brute						
SAS IEC AVP	01/01/99	486				486
C2M –	01/01/97	815				815
INTELWARE	12/12/02	184				184
STARLINE (1)	30/06/03	658				658
CAP CINE	22/12/04	399				399
CAP CINE						
TOTAL		2 542				2 542

## (1) date de prise de contrôle

Les écarts d'acquisition ont fait l'objet d'un test de valeur (impairment test) qui n'a pas conduit à constater de dépréciation. Le test de valeur a été réalisé par l'utilisation de la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés, avec pour principales hypothèses une croissance des ventes de 6% l'an et un taux d'actualisation de 25%. Le taux de croissance de 6% des ventes est celui qui traduit le mieux nos anticipations de croissance pour les années futures. Cependant, eu égard au risque de non-réalisation, nous avons, par prudence, ignoré la valeur terminale et nous avons utilisé un taux d'actualisation très élevé (25 %) incluant cette prime de risque.

Il n'y a pas d'amortissement des écarts d'acquisition en normes IFRS.

Le Groupe n'a procédé à aucune dépréciation complémentaire sur le premier semestre 2005.

## b) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles se décomposent ainsi :

	31.12.04	Mvt périmètre	Augmen tation	Diminution	Virement de poste à poste	30.06.05
Syst information	649		161		26	836
Autres immobilisations incorporelles	156		3		-26	133
TOTAL	805	0	164	0	0	969
Amortissements et provisions						
	31.12.04	Mt périmètre	Augment	Diminution	Virement de poste à poste	30.06.05
Syst information	466			48		514
Autres immobilisations incorporelles	125			4		129
TOTAL	591	0		52	0	643

## c) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles se répartissent comme suit :

Valeurs brutes	Mvt				Virement de poste à poste	30.06.05
	31.12.04	périmètre	Augmentation	Diminution		
Terrains	22			18		4
Constructions	117			99		18
Matériel et outillage	10 446		543	1 067	335	10 257
Matériel et outillage en crédit bail	3 912		965	12	-304	4 561
Autres immos corporelles	3 005		113	236	-31	2 851
Autres immos corp en crédit bail	218		15			233
Immobilisations en cours						0
<b>TOTAL</b>	<b>17 720</b>	<b>0</b>	<b>1 636</b>	<b>1 432</b>	<b>0</b>	<b>17 924</b>

Amortissements	Mvt				Virement de poste à poste	30.06.05
	31.12.04	périmètre	Augmentation	Diminution		
Constructions	80		3	65		18
Matériel et outillage	7 043		677	708	275	7 287
Matériel et outillage en crédit bail	2 351		365	9	-275	2 432
Autres immos corporelles	1 924		188	200		1 912
Autres immos corp en crédit bail	91		28			119
<b>TOTAL</b>	<b>11 489</b>	<b>0</b>	<b>1 261</b>	<b>982</b>	<b>0</b>	<b>11 768</b>

## d) Actifs financiers

Les actifs financiers non courants se répartissent comme suit :

Valeurs brutes	Mvt				30.06.05
	31.12.04	périmètre	Augmentation	Diminution	
Titres de participation	3				3
Dépôt de garantie: biens en location	340			61	279
Autres immobilisations financières	219				219
<b>TOTAL</b>	<b>562</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>61</b>	<b>501</b>

Provisions	Mvt				30.06.05
	31.12.04	périmètre	Augmentation	Diminution	
Dépôts de garantie : biens en location	7				7
Autres immobilisations financières	198				198
<b>TOTAL</b>	<b>205</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>205</b>

Les actifs financiers courants comprennent :

	Mvt périmètre			30/06/2005
	31/12/2004	Augmentation	Diminution	
Dépôt de garantie :affacturage	797	495	797	495
Autres titres immobilisés (SICAV)	478	25	16	487
<b>TOTAL</b>	<b>1 275</b>	<b>0</b>	<b>813</b>	<b>982</b>

e) Stocks

	Brut 30.06.05	Provision 31.12.04	Augmentation 30.06.05	Diminution 30.06.05	Provision 30.06.05	Net 30.06.05	Net 31.12.04
Stock de marchandises	5 331	1 045	498	471	1 072	4 259	3 825
<b>TOTAL</b>	<b>5 331</b>	<b>1 045</b>	<b>498</b>	<b>471</b>	<b>1 072</b>	<b>4 259</b>	<b>3 825</b>

f) Clients

	Brut 30.06.05	Provision 31.12.04	Augmentation 30.06.05	Diminution 30.06.05	Provision 30.06.05	Net 30.06.05	Net 31.12.04
Clients	12 337	2 557	232	456	2 333	10 004	13 439

Les créances cédées dans le cadre d'un contrat d'affacturage le sont sans recours et elles sont sorties du bilan. Au 30 juin 2005 l'en cours de créances cédées s'élève à 6 887 milliers d'euros.

g) Autres créances

	30.06.05	31.12.04
Avances et acomptes versés	94	511
Créances sociales	95	89
Créances fiscales	766	639
Créances fiscales (IS)	89	45
Autres	166	18
Charges constatées d'avance	608	529
<b>TOTAL</b>	<b>1 818</b>	<b>1 831</b>

h) Actifs d'impôts exigibles

La créance de report en arrière des déficits est à moins d'un an et totalise 628 milliers d'euros

i) Capitaux propres

Ce capital est composé de 12 854 226 actions de 0,30 euros de nominal.

Le nombre d'actions propres détenues par le groupe IEC s'élève à 8 412. Ces actions propres sont portées en diminution des capitaux propres pour une valeur de 6 milliers d'euros.

Au 30 juin 2005, la fraction du capital représentée par les actions propres est de 0,07 %.

## Nombre d'actions IEC

Au 01/09/99	5 711 429
Augmentation de capital par apport en nature	2 857 729
Augmentation de capital en numéraire	1 000 000
Au 31/12/99	9 571 158
Augmentation de capital en numéraire	4 785 579
Au 31/12/00	14 356 737
Réduction de capital (conversion en euros)	- 737
Au 31/12/01	14 356 000
Augmentation de capital en numéraire	1 021 534
Au 31/08/02	2 456 534
Augmentation de capital en numéraire	3 991 858
Augmentation de capital apports en nature	2 549 568
Au 30/09/2003	8 997 960
Augmentation de capital en numéraire	3 856 266
Au 31/08/04	12 854 226
Au 30/06/05	12 854 226

Nombre maximal d'actions à créer par exercice de droits de souscription : 526 000.

## Principales caractéristiques des plans de stock-options :

	Plan n°1	Plan n°2	Plan n°3	Plan n°4
Date du conseil d'administration	30/06/2000	10/09/2001	27/05/2003	07/12/2004
Nombre d'actions	19 142	50 000	340 000	163 000
Prix de souscription	35,24 €	1,74 €	0,43 €	1,21 €
Date d'exercice	30.06.02	10.09.03	27.05.05	7.12.06
	au 30.06.05	au 10.09.06	au 10.05.08	au 7.12.11
Options non encore exercées existantes à l'ouverture de l'exercice	19 142	50 000	340 000	163 000
Options potentiellement exerçables au 30 juin 2005	0	31 500	331 500	163 000

Aucune option n'a été exercée depuis l'origine.

Conformément à la norme IFRS 2 sur les avantages en actions, les stock options ont été évaluées à leur juste valeur selon la méthode Black & Scholes, entraînant la comptabilisation en frais de personnel d'une charge de 42 milliers d'euros sur le premier semestre 2005.

## j) Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges se décomposent ainsi :

	31.12.04	Dotations 30.06.05	Reprises		30.06.05
			Utilisées 30.06.05	Non utilisées 30.06.05	
Provision pour garantie (1)	27	13		27	13
Provision pour risques divers	129		44	29	56
Provisions pour risques de marchés clients (3)	186				186
Provision pour contrôle fiscal (4)	940	13	725		228
Provisions dossiers prud'homaux en cours (5)	245	94		23	316
<b>TOTAL</b>	<b>1 527</b>	<b>120</b>	<b>769</b>	<b>79</b>	<b>799</b>

(1) La provision pour garantie est destinée à couvrir les charges futures dans le cadre de la garantie accordée aux clients sur les marchandises vendues. Elle est calculée en appliquant un taux de charge attendu sur le chiffre d'affaires réalisé sur la période ouvrant des droits à garantie.

(2) La provision pour risques divers regroupe plusieurs éléments répartis dans plusieurs sociétés.

(3) La provisions pour risques marchés clients qui subsiste au 31/12/2004 correspond à un litige client né en 2002 et provisionné dans les comptes au 31/12/2002. Cette provision a été ajustée sur la base d'un rapport d'expertise.

(4) Les redressements consécutifs au contrôle fiscal 2003 portent principalement sur la taxe professionnelle.

(5) Les dossiers prud'homaux concernent les litiges nés à la suite des départs des salariés.

#### k) Provisions pour retraite

Le groupe ne dispose pas de régimes d'avantages postérieurs à l'emploi.

La provision est basée sur les indemnités de fin de travail au moment du départ à la retraite en fonction de l'ancienneté.

Elle prend en compte les éléments suivants :

- Année de calcul 2005

- Taux d'actualisation de 1.77% au 30/6/2005

- Utilisation des conventions collectives propres aux filiales

- Méthode rétrospective des unités de crédit projetés

- Salaire de référence : moyenne des douze derniers mois à la date d'arrêté

Au 30 juin 2005, le montant de la provision comptabilisée est de 257milliers d'euros.

#### l) Emprunts

Les dettes financières se décomposent ainsi :

	Courant		Non courant	
	30.06.05	à - 1 an	1 à 5 ans	31.12.04
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	1 439	561	878	1 707
Intérêts courus	63	63		10
Emprunts et dettes financières divers	759	759		801
Emprunts en crédit bail	2 021	1 024	997	1 660
Concours bancaires courants	836	602	234	1 454
<b>TOTAL</b>	<b>5 118</b>	<b>3 009</b>	<b>2 109</b>	<b>5 632</b>

- Suite à l'accord de rééchelonnement conclu début 2002, 878k Euro d'emprunts et dettes auprès des établissements de crédit initialement dus à moins d'un an, ainsi que 234K Euro de concours bancaires courants, sont exigibles à plus d'un an.
- Les emprunts et dettes auprès des établissements de crédit pour le montant de 1 439 K€ comportent 763 K€ d'emprunts qui ont fait l'objet de sûretés réelles
- Le montant 5 118K€ des emprunts et dettes financières se décompose en 3 261 K€ à taux fixes et 1 857 K€ à taux variables

Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	1 707		292	25	1 439
Emprunts en crédit bail	1 660	981	620		2 021
<b>TOTAL</b>	<b>3 367</b>	<b>981</b>	<b>912</b>	<b>25</b>	<b>3 460</b>

<b>Endettement net</b>		
	<b>30.06.05</b>	<b>31.12.04</b>
Endettement financier brut	4 282	4 178
Trésorerie nette	2 388	3 192
<b>Endettement net</b>	<b>1 894</b>	<b>986</b>

Le Groupe présente au 30 juin 2005 un endettement net de 1 894 milliers d'euros.

## m) Fournisseurs et comptes rattachés

	Total	- 1 an	1 à 5 ans
Fournisseurs	12 436	9 957	2 479

- Suite à l'accord de rééchelonnement conclu début 2002, 2 479K€ de dettes fournisseurs sont exigibles à plus d'un an

	30.06.05	30.06.04	31.12.04
Fournisseurs	12 436	13 045	13 820

Pour ce poste, les précisions suivantes peuvent être mentionnées : au 1<sup>ER</sup> semestre 2005, le crédit fournisseur hors dettes fournisseurs moratorisés a diminué de 532 milliers d'euros

## n) Autres dettes

	30.06.05		30.06.04	31.12.04
	courant	non courant		
Dettes fiscales et sociales	5 119		3 592	4 700
Autres	1 259		825	1 507
<b>TOTAL</b>	<b>6 378</b>	<b>0</b>	<b>4 417</b>	<b>6 207</b>

## 6) Notes sur le compte de résultat

## a) Information sectorielle

Conformément à la norme IAS 14 sur l'information sectorielle, le Groupe a retenu comme format d'information primaire les secteurs d'activité.

Le groupe intervenant essentiellement en Europe n'a pas retenu de format d'information secondaire.

L'information sectorielle primaire concerne les secteurs d'activité suivants :

A = Conception et intégration de solutions audiovisuelles,

B = Autres Services (Prestation, Location, SAV, Maintenance)

C = Importation et distribution de matériel de diffusion.

D = Postes non affectés.

- Compte de résultat par activité (en millions d'euros) :

	30.06.05				30.06.04			
	A	B	C	Total	A	B	C	Total
Chiffre d'affaires	19 771	8 541	6 828	35 140	23 190	7 063	6 403	36 656
Dotations aux amortissements et provisions	-694	-1 332	-150	-2 176	-485	-931	-107	-1 523
Résultat opérationnel	<b>-2 968</b>	<b>1 017</b>	<b>18</b>	<b>-1 933</b>	<b>-988</b>	<b>552</b>	<b>64</b>	<b>-372</b>

- Bilan par secteur d'activité (en millions d'euros) :

	30.06.05					31.12.04				
	A	B	C	D	TOTAL	A	B	C	D	TOTAL
Ecart d'acquisition	1 019	708	815		2 542	1 019	708	815		2 542
Immobilisations incorporelles	171	75	80		326	118	39	56		213
Immobilisations corporelles	711	5 270	176		6 157	817	5 221	193		6 231
Actifs financiers	211	85			296	274	84			358
Actifs d'impôts exigibles					0				628	628
Actifs non courants	2 112	6 138	1 071	0	9 321	2 228	6 052	1 064	628	9 972
Stocks	3 418		841		4 259	2 833		992		3 825
Clients	6 304	2 887	813		10 004	9 232	3 313	894		13 439
Autres créances				1 818	1 818				1 831	1 831
Actifs financiers	710	87	185		982	909	124	242		1 275
Trésorerie et équivalents de trésorerie				3 224	3 224				4 646	4 646
Actifs d'impôts exigibles				628	628					
Actifs courants	10 432	2 974	1 839	5 670	20 915	12 974	3 437	2 128	6 477	25 016
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>12 544</b>	<b>9 112</b>	<b>2 910</b>	<b>5 670</b>	<b>30 236</b>	<b>15 202</b>	<b>9 489</b>	<b>3 192</b>	<b>7 105</b>	<b>34 988</b>
Provisions	307	266	75	151	799	575	767	78	107	1 527
Passifs non affectés				29 437	29 437				33 461	33 461
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>307</b>	<b>266</b>	<b>75</b>	<b>29 588</b>	<b>30 236</b>	<b>575</b>	<b>767</b>	<b>78</b>	<b>33 568</b>	<b>34 988</b>

#### b) Dotations aux amortissements et provisions

Les dotations aux amortissements se décomposent ainsi :

	30.06.05	30.06.04
Amortissements sur immo incorporelles	52	133
Amortissements sur immo corporelles	1 261	761
<b>T O T A L</b>	<b>1 313</b>	<b>894</b>

Les dotations aux provisions se décomposent ainsi :

	30.06.05	30.06.04
Provisions sur actif circulant	266	72
Provisions sur écarts d'acquisition	0	0
Provisions pour risques et charges	120	139
Provisions pour dépréciation du stock	477	418
<b>T O T A L</b>	<b>863</b>	<b>629</b>

## c) Autres produits et charges d'exploitation

	30.06.05	30.06.04	2004
<b>Produits</b>			
Reprises provisions dépréciation stocks	471	243	297
Reprises provisions dépréciation clients	411	220	744
Reprise provision pour risque clients	48		
Reprise provision pour dépréciation autres créances	36		49
Reprises provisions garantie client	27	24	24
Reprise provision litige Prud'hommes	23	21	341
Reprise provision contrôle URSSAF		114	114
Reprises risques fiscaux	695		106
Reprises diverses	70		
Reprise prov dépréciation SCI La Montjoie			106
Autres produits	45	141	245
<b>TOTAL PRODUITS</b>	<b>1 826</b>	<b>763</b>	<b>2 026</b>
<b>Charges</b>			
Pertes sur créances irrécouvrables	-427	-133	-592
Charges sur opération de gestion	-118	-76	-112
Autres charges d'exploitation			
<b>TOTAL CHARGES</b>	<b>-545</b>	<b>-209</b>	<b>-704</b>
<b>TOTAL AUTRES PRODUITS ET CHARGES</b>	<b>1 281</b>	<b>554</b>	<b>1 322</b>

## d) Coût de l'endettement financier net – Autres charges et produits financiers

Le coût de l'endettement financier net est de - 174 milliers d'euros au 30 juin 2005.

	30.06.05	30.06.04	2004
<b>Charges</b>			
Frais financiers Factor	116	124	231
Frais financiers sur emprunts	25	38	75
Frais financiers sur crédit bail	29	23	48
Frais financiers CT autres	41	46	78
<b>Coût endettement financier brut</b>	<b>211</b>	<b>231</b>	<b>432</b>
<b>Produits</b>			
Produits financiers Factor	4	4	7
Produits financiers CT autres	33	20	80
<b>TOTAL PRODUITS de TRESORERIE</b>	<b>37</b>	<b>24</b>	<b>87</b>
<b>COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET</b>	<b>-174</b>	<b>-207</b>	<b>-345</b>

Les charges et produits financiers se décomposent ainsi

	30.06.05	30.06.04	2004
<b>Charges</b>			
Escomptes accordés	9	8	20
Actualisation dettes fournisseurs moratoriées	88	114	215
Actualisation emprunts moratoriés	25	35	66
Gain et pertes actuariels s/engagements IDR	67		
Différence de change	13		9
<b>TOTAL CHARGES</b>	<b>202</b>	<b>157</b>	<b>310</b>
<b>Produits</b>			
Escomptes obtenus	67	71	153
Reprise provision		9	9
Gain actuariels s/engagements IDR	5	16	33
Différence de change			6
<b>TOTAL PRODUITS</b>	<b>72</b>	<b>96</b>	<b>201</b>
<b>AUTRES CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS</b>	<b>-130</b>	<b>-61</b>	<b>-109</b>

Risques de change et de marché :

Au 30 juin 2005, le Groupe IEC ne dispose ni de contrat de couverture de change, ni de couverture de taux.

e) Impôt

Par mesure de prudence, la société n'a pas procédé à l'activation des déficits dont elle disposait.

f) Avances et crédits alloués aux dirigeants

Aucun crédit, ni avance n'a été alloué aux dirigeants de la société, conformément à l'article L.225-43 du Code de commerce.

## g) Informations diverses

## 1. Engagements hors bilan

Obligations contractuelles En K€		Total	Paiements dus par période		
			- 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans
Emprunts			Courant	Non courant	
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1439	561	878	
	Intérêts courus sur dettes financières	63	63		
	Emprunts et dettes financières divers	759	759		
	Emprunt en crédit-bail	2021	1024	997	
	Concours bancaires courants	836	602	234	
	Total emprunts (1)	5118	3009	2109	
	Fournisseurs (2)	12436	9 957	2 479	
	Autres dettes et comptes de régularisation (3)	6 378	6 378		

(1) cf E.5.l

(2) cf E.5.m

(3)cf E.5.n

Autres engagements commerciaux En K€		Montant des engagements par période			
		Total	- 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans
	Garantie clients	13	13		

(4)cf E5j

Engagements hors bilan liés à l'activité courante		
	30/06/2005	31/12/2004
Nantissements, hypothèques et sûretés réelles (1)	763	907
Avals, cautions et garanties donnés s/ emprunts(2)	1 059	1 240
Avals, cautions et garanties donnés s/ marchés clients (3)	602	598

(1) Soldes emprunts garantis par les nantissements d'actions de sociétés du groupe IEC

(2) Soldes emprunts garantis par cautions données par IEC Professionnel Média au bénéfice de sociétés du groupe.

(3) Voir tableau ci-dessous

Avals, cautions et garanties donnés s/ marchés Clients					
Société générale	Renault/Sicofram		29/11/2004	Garantie de bonne fin	235
Société générale	Renault/Sicofram		29/11/2004	Retenue de garantie	59
Société générale	Sony france	Marché	19/10/2004	Lettre de crédit Stand by	150
Société générale	TV Burkina Faso	Marché étranger	31/8/2004	Cautions de soumission	33
Société générale	Bouygues Batiment	Retenue de garantie sur marché étranger	20/8/2002	Caution	54
Société générale	Bouygues Hungaria	Retenue de garantie sur marché étranger	14/10/2002	Caution	49
CIO	Ministère de la Défense	Marché	25/1/2005	Caution de soumission	20
CIO	Bouygues Turkmenistan	Retenue de garantie sur marché étranger	5/2/2004	Caution	2

La cession des factures au factor est définitive. Il n'y a donc pas eu lieu de faire figurer cette cession dans les engagements hors bilan donnés.

A notre connaissance, il n'existe pas d'autres engagements hors bilan significatifs

2. Rémunération des dirigeants

Rémunérations totales brutes versées dans les sociétés du groupe au 1<sup>ER</sup> semestre 2005 aux :

Montants en K€	2005	2004
Organes d'administration	45	90
Organes de direction(1)	0	
TOTAL	45	90

(1) Les prestations d'Alain COTTE sont rémunérées au titre d'un contrat de prestation conclu entre le GIE IEC Management et une société du groupe Qualis (honoraires hors taxes 1<sup>ER</sup> semestre 2005 =150 K€)

2. Effectifs

	30/06/2005	30/6/2004	31/12/2004
Cadres	107	104	101
Employés	209	188	192
Effectif moyen	316	292	292

Engagement en matière de DIF (Droit individuel à la formation)

Le montant des droits acquis par les salariés au titre du Droit Individuel de Formation s'élève à 85 KE au 30/6/2005

## f) Evénements POST CLOTURE

Aucun événement significatif n'est à signaler.



Nous avons effectué cet examen limité selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences limitées conduisant à une assurance, moins élevée que celle résultant d'un audit, que les comptes semestriels consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit, mais se limite à mettre en oeuvre des procédures analytiques et à obtenir des dirigeants et de toute personne compétente les informations que nous avons estimées nécessaires.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité, dans tous leurs aspects significatifs, des comptes semestriels consolidés au regard, d'une part, des principes de comptabilisation et d'évaluation des normes IFRS adoptées dans l'Union européenne, tels que décrits dans les notes annexes et, d'autre part, les règles de présentation et d'information applicables aux comptes intermédiaires, tels que définis dans le Règlement général de l'AMF.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note introductive de la partie II de l'annexe :

- qui expose les options retenues pour la présentation des comptes semestriels consolidés, qui, tout en restant conformes aux règles de présentation et d'information définies dans la recommandation du CNC 99-R-01 et le Règlement général de l'AMF, n'incluent pas toutes les informations de l'annexe exigées par le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ;
- qui décrit les raisons pour lesquelles l'information comparative qui sera présentée dans les comptes consolidés au 31 décembre 2005 et dans les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2006 pourrait être différente des comptes joints au présent rapport.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Fait à Rennes,  
Le 21 Octobre 2005

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit  
Membre de PricewaterhouseCoopers

Audit Consultants

Yves PELLE  
Associé

Michel HARDY  
Associé

## 2.3 COMMUNIQUES DE PRESSE

### 2.3.1 Communiqué de presse publié dans La Tribune le 28 octobre 2005



## Résultats semestriels 2005

Après un premier semestre difficile,  
nette progression du chiffre d'affaires au troisième trimestre

En M€	S1 2005 IFRS	S1 2004 IFRS	S1 2004 Publié (normes françaises)
Chiffre d'affaires	35,1	36,7	36,7
Résultat opérationnel	(1,9)	(0,4)	NC
Résultat net part du groupe	(2,6)	(0,6)	(0,7)

Les données chiffrées sont présentées en normes IFRS. L'impact essentiel sur le bilan d'ouverture au 1<sup>er</sup> janvier 2004 concerne les capitaux propres, qui enregistrent une nette augmentation (1,6 M€) en raison principalement de la prise en compte d'une valeur résiduelle (1 M€) des immobilisations du parc de location et de l'actualisation (0,7 M€) des dettes moratorées.

Dans un début d'année difficile pour le marché de l'audiovisuel professionnel, le chiffre d'affaires consolidé du premier semestre 2005 du groupe IEC atteint 35,1 M€ contre 36,7 M€ au premier semestre 2004 qui avait lui-même connu une forte progression (+32,5 %). A périmètre comparable, le chiffre d'affaires consolidé recule de 15 %.

Le résultat opérationnel s'établit à (1,9) M€ contre (0,4) M€ au premier semestre 2004, suite à la baisse d'activité et donc de marge qui a surtout affecté SAS IEC, principale filiale du groupe. La présentation aux normes IFRS a amélioré le résultat opérationnel du premier semestre 2004 de 0,1 M€ et détérioré celui de 2005 de 0,3 M€.

Le résultat net part du groupe, après une charge d'impôt de 0,2 M€, est une perte de 2,6 M€ contre 0,6 M€ au 30 juin 2004.

La structure financière du groupe a bénéficié de l'augmentation de capital de 5 M€ de septembre 2004. Les capitaux propres atteignent 4 M€ au 30 juin 2005 contre 2,6 M€ un an auparavant et 6,5 M€ au 31 décembre 2004.

La trésorerie s'établit à 3,2 M€ au 30 juin 2005. Pour faire face aux besoins de financement de son développement, le groupe IEC se réserve la possibilité d'utiliser le solde (3 M€) de la délégation d'augmentation de capital qui lui a été accordée par l'assemblée générale mixte du 7 juin 2004.

### Tendances

Au cours du troisième trimestre de 2005, le groupe a réalisé une forte progression de son chiffre d'affaires consolidé. Celui-ci s'établit à 18,8 M€, en hausse de 41 % par rapport à la même période de 2004 (+25 % en données comparables). Cette performance comble une bonne partie du retard pris au premier semestre et porte le chiffre d'affaires cumulé des 9 premiers mois de 2005 à 53,8 M€, soit une progression de 7 % par rapport aux 50,1 M€ publiés en 2004 pour cette période. Compte tenu de l'importance du mois de décembre dans les métiers du groupe IEC, il n'est pas encore possible de prévoir précisément l'évolution de l'activité du dernier trimestre.

En raison des délais propres au BALO en cette période de l'année, la publication des comptes consolidés semestriels prévue le 31 octobre 2005 a été retardée. Dans l'attente de cette parution, les comptes semestriels d'IEC Professionnel Média peuvent être consultés sur le site Internet de la société [www.iec-asv.com](http://www.iec-asv.com) ainsi que sur celui de l'Autorité des Marchés Financiers.

IEC-PM est coté sur le Compartiment C d'Eurolist (code ISIN FR0000066680 – Mnémonique IEC)

### 2.3.2 Communiqué de presse publié dans La Tribune le 19 décembre 2005



#### Rapprochement IEC Professionnel Média / Alsace Audio Visuel

IEC Professionnel Média consolide son positionnement stratégique sur le marché de l'audiovisuel professionnel et renforce sa situation financière

Après le rapprochement réalisé avec Cap Ciné courant 2003 et 2004, IEC Professionnel Média annonce son intention d'acquérir un autre intervenant du secteur : Alsace Audio Visuel. Dans ce cadre, deux augmentations de capital d'IEC Professionnel Média devraient intervenir d'ici fin mars 2006, une première en numéraire, qui sera réalisée d'ici la fin de l'année 2005, suivie d'une seconde par apport en nature de titres Alsace Audio Visuel.

Les augmentations de capital ainsi prévues permettront de réaliser l'acquisition en totalité de la société Alsace Audio Visuel, renforçant ainsi le positionnement stratégique de IEC Professionnel Média sur le marché de l'audiovisuel français. Elles consolideront également la situation financière du groupe en améliorant ses fonds propres, ses ratios financiers et sa trésorerie, de manière à faire face aux besoins en fonds de roulement et en investissements du nouvel ensemble.

Un rapprochement justifié par l'orientation de l'entreprise vers des métiers à plus forte valeur ajoutée

Alsace Audio Visuel est une des premières sociétés à avoir véhiculé le niveau d'exigence nécessaire au métier de l'ingénierie audiovisuelle. Ce positionnement s'est traduit par une notoriété grandissante en matière de qualité et de sérieux. Cette acquisition confirmera donc la réorientation du groupe IEC vers des métiers à plus forte valeur ajoutée.

Par ailleurs, avec un chiffre d'affaires significatif de 10,5 M€ en 2004, un résultat d'exploitation égal à 0,3 M€ et un réseau de 7 agences, le rapprochement répond à la logique de croissance de l'activité qui est une condition de réussite dans ce métier où une taille critique est requise pour réaliser les investissements nécessaires à un bon niveau de service des clients. A ce titre, le réseau d'agences de proximité d'IEC sera complété par de nouvelles localisations en région (Nantes, Metz et Reims notamment) ; certaines agences seront regroupées sur un même site. Au final, la position de leader disposant du seul réseau à couverture nationale dans ce métier sera ainsi renforcée avec 17 agences en France après rapprochement.

Enfin, de nombreuses synergies seront dégagées par la mutualisation des moyens des sociétés SAS IEC et Alsace Audio Visuel : le parc de matériels de location et de prestations, les services support et les moyens généraux.

Du point de vue juridique, ont été signés le 15 décembre 2005, un traité d'apport en nature à IEC Professionnel Média de 4 569 actions d'Alsace Audio Visuel représentant 55,94 % du capital de cette société qui seront rémunérées par l'émission de 557 497 actions IEC Professionnel Média valorisées à un montant de 2,25 € par action, ainsi qu'un protocole de cession du solde du capital de cette société (44,06 %) en faveur de SAS IEC, filiale à 100 % d'IEC Professionnel Média. Au cours du premier trimestre 2006, une assemblée générale extraordinaire de IEC Professionnel Média sera appelée à approuver l'apport en nature ; concomitamment, la cession du solde des titres de Alsace Audio Visuel à SAS IEC sera réalisée. D'ici là, la première augmentation de capital prévue sera réalisée en numéraire avec maintien du droit préférentiel de souscription par création de 1 101 789 actions à un prix d'émission par action de 2,25 € représentant une prime d'émission de 1,95 € par action, soit un montant total de 2 479 025,25 € (prime d'émission comprise) qui sera affecté à hauteur d'un montant maximum de 1 M€ qui correspondra à l'acquisition de 44,06 % du capital de Alsace Audio Visuel par la société SAS IEC. Il sera fait usage d'une partie de l'autorisation donnée par l'assemblée générale mixte du 7 juin 2004 qui portait sur un montant maximum (prime d'émission comprise) de 8 000 000 € et n'a pas été intégralement utilisée. Un contrat de garantie de bonne fin pour 100 % de l'opération sera signé avant le 31 décembre 2005 avec un prestataire de service d'investissement habilité qui permettra conformément à la loi de réputer l'augmentation de capital réalisée en 2005, étant précisé que les sociétés Fin Cap et Qual Tech, actionnaires majoritaires d'IEC Professionnel Média, s'engageront à souscrire un nombre d'actions tel qu'au moins, respectivement, 80 % et 20 % de l'augmentation de capital soit souscrits. La période de souscription sera ouverte avant la fin de l'année 2005.

L'ensemble de ces opérations se traduira par un renforcement des fonds propres de IEC Professionnel Média d'un montant au moins égal à 3 700 000 €.

L'émission et l'admission sur le Compartiment C d'Eurolist des actions à émettre, suite à la réalisation de l'augmentation de capital en numéraire, sont dispensées de prospectus en vertu des articles 211-2 et 212-5 du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers. Celles des actions à émettre en vue de la rémunération de l'opération d'apport restent conditionnées à l'enregistrement d'un document E par la dite Autorité et ce préalablement à la tenue de l'assemblée générale approuvant l'apport.

IEC-PM est coté sur le Compartiment C d'Eurolist (code ISIN FR0000066680 – Mnémonique IEC)

Pour plus d'informations consultez notre site web à l'adresse [www.iec-asv.com](http://www.iec-asv.com)

## 2.3.3 Communiqué de presse publié dans La Tribune le 29 décembre 2005

Société Anonyme à Conseil d'Administration au capital de 3 856 267,80 euros  
Siège social : 13/15 rue Louis Kéroul Botmel, 35000 Rennes  
RCS 382 574 739 Rennes

AUGMENTATION DE CAPITAL EN NUMERAIRE AVEC MAINTIEN DU DROIT PREFERENTIEL DE SOUSCRIPTION POUR UN MONTANT DE SOUSCRIPTION DE 2 479 025,25 € PAR EMISSION DE 1 101 789 ACTIONS NOUVELLES AU PRIX UNITAIRE DE 2,25 € A RAISON DE 3 ACTIONS NOUVELLES POUR 35 ACTIONS ANCIENNES DU 29 DECEMBRE 2005 AU 11 JANVIER 2006

Notice légale publiée au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 28 décembre 2005

Emetteur :	IEC Professionnel Média Secteur Footsie : 253 Code ISIN : FR0000066680
Objectif de l'opération :	Financement de l'acquisition en numéraire, par SAS IEC, filiale à 100% de IEC Professionnel Média, de 44,06% du capital de la société Alsace Audio Visuel pour un montant proche de 1 M€, l'acquisition du solde du capital de cette société devant intervenir par apport en nature avant fin mars 2006 à l'occasion d'une seconde augmentation de capital de IEC Professionnel Média ; les deux opérations sont subordonnées à l'approbation par les actionnaires d'IEC Professionnel Média de l'apport en nature susvisé ; Financement de l'activité du groupe IEC Professionnel Média et notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>. Augmentation du besoin en fonds de roulement du fait de la croissance attendue de l'activité ;</li> <li>. Autofinancement d'une partie des investissements du nouvel ensemble.</li> </ul>
Titres émis :	Date d'autorisation de l'assemblée générale : 7 juin 2004 Date de décision du conseil d'administration : 14 décembre 2005 Nombre d'actions émises : 1 101 789 actions de 0,30 € de nominal
Prix de souscription :	2,25 € par action, à verser en totalité à la souscription. Ce prix d'émission représente une prime d'émission de 1,95 € par action.
Cours de l'action :	Cours extrêmes 2002 : 0,41 € / 1,84 € Cours extrêmes 2003 : 0,35 € / 1,87 € Cours extrêmes 2004 : 1,02 € / 1,52 € Cours extrêmes 2005 : 1,39 € / 2,90 € Dernier cours coté : 22 décembre 2005 : 2,09 €
Produit brut de l'émission :	2 479 025,25 € prime d'émission incluse
Date de jouissance des actions nouvelles :	1 <sup>er</sup> janvier 2005
Droit préférentiel de souscription du public :	La souscription des 1 101 789 actions sera réservée, par préférence, aux propriétaires des actions anciennes ou aux cessionnaires de leurs droits qui pourront souscrire : <ul style="list-style-type: none"> <li>- à titre irréductible à raison de 3 actions nouvelles de 0,30 € de nominal pour 35 actions anciennes possédées, sans qu'il soit tenu compte des fractions. Ceux des actionnaires qui n'auront pas un nombre d'actions anciennes suffisant pour obtenir un nombre entier d'actions nouvelles pourront se réunir pour exercer leurs droits, sans qu'il puisse, de ce fait, en résulter une souscription indivise, IEC Professionnel Média ne reconnaissant qu'un seul propriétaire pour chaque action.</li> <li>- à titre réductible en complément d'une souscription à titre irréductible, le nombre d'actions qu'ils désireraient en sus de celui leur revenant de l'exercice de leurs droits à titre irréductible.</li> </ul> <p style="margin-left: 40px;">Le droit préférentiel de souscription sera détaché le 29 décembre 2005 et négocié sur le Compartiment C d'Eurolist le même jour sous le code FR0010272161 et ce jusqu'au 11 janvier 2006, dernier jour de la période de souscription. En conséquence, les actions seront négociées ex-droit à partir du 29 décembre 2005.</p>
Valeur théorique du droit préférentiel de souscription :	0,00 € sur la base du dernier cours coté de l'action au 22 décembre 2005, soit 2,09 €.
Engagements irrévocables de souscription :	La société Fin Cap, premier actionnaire de la société IEC Professionnel Média (57,52% du capital et 60,63% des droits de vote), s'est engagée de manière ferme et irrévocable à souscrire, en sus des actions nouvelles souscrites par l'exercice de ces droits préférentiels de souscription, un nombre d'actions tel que l'augmentation de capital soit au moins souscrite à hauteur de 80%. La société Qual Tech, actionnaire de la société IEC Professionnel Média (9,78% du capital et 10,45% des droits de vote), s'est engagée de manière ferme et irrévocable à souscrire, en sus des actions nouvelles souscrites par l'exercice de ces droits préférentiels de souscription, un nombre d'actions tel que l'augmentation de capital soit au moins souscrite à hauteur de 20%.

Garantie de bonne fin :	IEC Professionnel Media a signé avec Natexis Bleichroeder le 27 décembre 2005 un contrat de garantie de bonne fin au sens de l'article L. 225-145 du Code de Commerce aux termes duquel Natexis Bleichroeder garantit de manière irrévocable la bonne fin de la souscription de la totalité des 1 101 789 actions nouvelles.
Période de souscription :	Du 29 décembre 2005 au 11 janvier 2006 inclus
Cotation :	Les actions feront l'objet d'une demande d'admission sur le Compartiment C d'Eurolist dès la clôture de l'opération.
Intermédiaire financier :	Natexis Banques Populaires, 10/12 avenue Winston Churchill - 94220 Charenton le Pont
Contact investisseurs :	Monsieur Jean-Marc THIERCELIN - Secrétaire Général - IEC Professionnel Média Tel : 02 23 35 57 57 - jmthiercelin@iec-asv.com
Document de référence :	Le document de référence a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 29 juillet 2005 sous le numéro D.05-1944.
Prospectus :	L'émission et l'admission sur le Compartiment C d'Eurolist des actions à émettre sont dispensées de prospectus en vertu des articles 211-2 et 212-5 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers.

## 2.3.4 Communiqué de presse publié dans La Tribune le 26 janvier 2006



IMAGER

ÉQUIPER

CONNECTER

## Succès de l'augmentation de capital et chiffre d'affaires 2005

○ Augmentation de capital

Le Conseil d'Administration, réuni le 23 janvier 2006, a constaté la réalisation définitive à 100 % de l'augmentation de capital en numéraire avec maintien du droit préférentiel de souscription d'un montant de 2 479 025,25 € (prime d'émission incluse), première étape de l'acquisition de la société Alsace Audio Visuel.

Les actionnaires de IEC Professionnel Média seront convoqués dans les prochains jours à l'assemblée générale extraordinaire qui sera appelée à approuver l'apport en nature de 55,94 % de Alsace Audio Visuel, le solde étant acquis en numéraire par SAS IEC, filiale à 100 % de IEC Professionnel Média. Cette assemblée se réunira le 6 mars 2006 à 11 heures au siège social à Rennes.

Cette opération renforce l'orientation du groupe IEC vers les métiers à plus forte valeur ajoutée de l'audiovisuel professionnel.

○ Chiffre d'affaires 2005

Chiffre d'affaires consolidé En M€ (*)	2005	2004	A/A-1
1 <sup>er</sup> semestre	35,0	36,8	- 4,9 %
2 <sup>ème</sup> semestre	42,4	35,9	+ 18,1 %
Total	77,4	72,7	+ 6,5 %

(\*) Chiffres non audités

En données comparables, l'activité en 2005 reste proche (- 1,4 %) de celle de 2004, la nette reprise enregistrée au second semestre compensant quasiment un début d'année difficile pour le marché de l'audiovisuel professionnel.

La prise de contrôle de la société Cap Ciné réalisée fin 2004, permet toutefois au groupe IEC de réaliser une progression de 6,5 % de son activité en 2005 et de renforcer sa position de leader..

Tendance 2006

L'acquisition de Alsace Audio Visuel, ainsi que la croissance organique liée au développement des synergies, principalement dans le métier de l'ingénierie audiovisuelle, devraient permettre au groupe IEC de dépasser les 90 M€ de chiffre d'affaires en 2006. Dans ce contexte, le groupe a décidé d'adopter une nouvelle identité visuelle afin de renforcer son image de leader sur le marché et de souligner son positionnement sur les métiers de l'image : IEC, Imager, Equiper, Connecter.

IEC-PM est coté sur le Compartiment C d'Eurolist (code ISIN FR0000066680 – Mnémonique IEC)

### III/ TABLE DE CONCORDANCE

La table de concordance ci-dessous renvoie aux principales rubriques exigées par le Règlement n°809/2004 pris en application de la Directive 2003/71/CE d'une part, et aux pages du document de référence déposé à l'AMF le 29 juillet 2005 et de la présente actualisation.

Rubriques du Règlement 09/2004	Document de référence 2004	Actualisation
1. Personnes responsables	6	3
2. Contrôleurs légaux	6	4
3. Informations financières sélectionnées		
3.1 Informations financières historiques	34-50	5
3.2 Informations sélectionnées pour l'émetteur, pour chaque exercice pour des périodes intermédiaires	-	11-43
4. Facteurs de risques	29-33, 75	5
5. Informations concernant l'émetteur		
5.1 Histoire et évolution de la société	9, 20-21	6
5.2 Investissements	29	34
6. Aperçu des activités		
6.1. Principales activités	22, 28	-
6.2 Principaux marchés	23 – 27, 28	-
6.3. Evénements exceptionnels	-	-
6.4. Dépendance de la Société à l'égard de brevets ou de licences, de contrats industriels, commerciaux ou financiers ou de nouveaux procédés de fabrication	N/A	N/A
6.5. Eléments sur lesquels est fondée toute déclaration de la Société concernant sa position concurrentielle	23	-
7. Organigramme		
7.1. Description sommaire du Groupe	22	6
7.2. Liste des filiales importantes	22 - 52	-
8. Propriétés immobilières, usines, équipements		
8.1 Immobilisations corporelles importantes et charges majeures pesant dessus	N/A	N/A
8.2 Questions environnementales pouvant influencer l'utilisation des immobilisations	N/A	N/A
9. Examen de la situation financière et du résultat		
9.1. Situation financière	70-74	44
9.2. Résultat d'exploitation	49, 71-73	13, 44
10. Trésorerie et capitaux		
10.1 Capitaux de l'émetteur (à court terme et à long terme)	11-17, 39-40, 59, 76	14

Rubriques du Règlement 09/2004	Document de référence 2004	Actualisation
10.2 Flux de trésorerie	50	15
10.3 Conditions d'emprunt et structure de financement	40, 60	37
10.4 Restrictions à l'utilisation des capitaux	N/A	N/A
10.5 Sources de financement attendues	-	50
11. Recherche et développement, brevets et licences	29, 75	-
12. Informations sur les tendances		
12.1 Principales tendances depuis la fin du dernier exercice	74, 91	46, 50
12.2 Tendances connues ou événements susceptibles d'influer sur les perspectives de l'émetteur pour l'exercice en cours	74, 91	46, 50
13. Prévisions ou estimations du bénéfice	-	-
14. Organes d'administration, de direction et de surveillance et direction générale		
14.1 Organes d'administration	81-84	-
14.2 Conflits d'intérêts	-	6
15. Rémunération et avantages		
15.1 Rémunérations et avantages en nature	85	-
15.2. Montant des sommes provisionnées ou constatées par ailleurs aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages	N/A	N/A
16. Fonctionnement des organes d'administration et de direction		
16.1 Date d'expiration des mandats actuels	84	-
16.2. Contrats de service des membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance	-	-
16.3. Comité d'audit et comité de rémunération	84	-
16.4. Déclaration de conformité au régime de gouvernement d'entreprise en vigueur en France	84	-
17. Salariés		
17.1. Nombre de salariés	29	-
17.2. Participations et stock options des dirigeants	85	-
17.3. Participation des salariés dans le capital de l'émetteur	N/A	N/A
18. Principaux actionnaires		
18.1. Participation à déclarer	15-17	7
18.2. Droits de vote différents	11	7
18.3 Contrôle	15/17	7

Rubriques du Règlement 09/2004	Document de référence 2004	Actualisation
18.4. Accord relatif au changement de contrôle	N/A	N/A
19. Opérations avec des apparentés	46-47	7
20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats		
20.1. Informations financières historiques	34-52	-
20.2. Informations financières pro forma	N/A	N/A
20.3. Etats financiers	34-52	-
20.4. Vérifications des informations financières historiques annuelles	44-45, 68-69	-
20.5. Date des dernières informations financières	34	11
20.6. Informations financières intermédiaires et autres	-	11-43
20.7. Politique de distribution des dividendes	19, 75	-
20.8. Procédures judiciaires et d'arbitrage	32	-
20.9. Changement significatif de la situation financière ou commerciale	78	9, 50
21. Informations complémentaires		
21.1. Capital social	11-12	8
21.2. Actes constitutifs et statuts	9-11	-
22. Contrats importants	-	-
23. Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts	6-7, 44-47, 68-69, 80, 90	44
24. Documents accessibles au public	-	10
25. Informations sur les participations	22 - 52	6



IMAGER



ÉQUIPER



CONNECTER

Société Anonyme au capital de 4.186.804,50 euro  
RCS Rennes B 382 574 739 - APE 671 C  
13/15 rue Kerautret Botmel – 35000 Rennes  
Téléphone 02 23 35 57 57 - Télécopie 02 23 35 56 61

[www.iec-asv.com](http://www.iec-asv.com)